

# ROUGE

hebdomadaire d'action communiste



espagne

arrêtons  
le bras

des assassins

**Portugal: la contre-offensive** P. 7,8,9,10.

# SOMMAIRE

## ESPAGNE

Il faut sauver Garmendia et Otaegui — p 3  
Déclaration de la LCR-ETA(VI) — p 12

## PORTUGAL

La contre-offensive — p 8  
L'accord PCP-extrême-gauche — p 9  
Document des travailleurs de la Lisnave — p 10

## ANGOLA

Les masques tombent — p 11

## EGYPTE

Des militants communistes emprisonnés — p 13

## NOTES INTERNATIONALES

Bangla-Desh, Laos, Grèce, Israël — p 14-15

## POLITIQUE

Corse: la provocation policière — p 4  
La relance et le bout du tunnel — p 5  
Luttes ouvrières: Parisien libéré,  
Caron-Ozanne — p 6

## CINEMA-LIVRES

Deux films dans le genre mineur — p 16-17

## ROUGE-QUOTIDIEN

La fête pourquoi? — p 18-19  
Le point sur le quotidien — p 18-19  
Souscription: presque 30 millions — p 20

« Rouge » 10, Impasse Guéméné  
Paris 75004  
Téléphone: 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication: H. Weber  
Imprimerie N.P.P.

n° 311. Vendredi 29 août 1975

Le 25 septembre 1975

A la Mutualité, 5 rue Saint Victor Paris 5ème

# GRAND MEETING DE LA L.C.R.

Section française de la Quatrième internationale

## Portugal: la révolution en marche

**dernière minute:  
après la dissolution  
de l'A.R.C.**

Quelle solution pouvait apporter le régime de Giscard aux problèmes de la Corse? On la connaît depuis les événements d'Aleria et de Bastia: une répression sans précédent et toujours plus intense. Poniatowski, en proie à un véritable délire policier, a choisi la voie des automitrailleuses, celle des hélicoptères anti-guérilla.

La Ligue communiste révolutionnaire (SFQI) s'élève contre la mesure de dissolution de l'ARC. Elle demande sa levée et l'arrêt immédiat de toute poursuite judiciaire contre Simeoni et les militants autonomistes emprisonnés. Elle appelle ses militants et sympathisants à lutter contre la répression de Poniatowski.

Le droit du peuple corse à disposer de lui-même, son droit à l'autodétermination doit d'abord être reconnu sans condition par l'ensemble du mouvement ouvrier français. A charge de ce mouvement et de son avant-garde d'apporter la preuve aux travailleurs et aux paysans corses en bute à l'oppression et à l'exploitation qu'ils pourront trouver toute leur place et recouvrer tous leurs droits dans une France socialiste.

Rouge le 28-8-75

**vérité  
au-delà des pyrénées...**

Par-delà les critiques (exposées par ailleurs dans ce même numéro) du contenu de l'accord signé en commun par le PCP et les groupes d'extrême-gauche portugais, le document a été perçu à juste titre par de nombreux militants du mouvement ouvrier comme un petit événement historique. Et commenté à ce titre.

C'est en effet la première fois qu'un parti stalinien, face à une montée révolutionnaire qui radicalise à sa gauche des franges de plus en plus importantes de l'avant-garde ouvrière, négocie et signe un accord à ce niveau avec plusieurs groupes d'extrême-gauche, dont une organisation trotskyste.

La brèche est de taille. Faudra-t-il réviser les fables policières presque cinquantennaires sur l'« hitlerotrotskyisme »? Ou les abandonner tout simplement.

Le fait est que l'Humanité manifeste quelque embarras. Voilà trois jours que l'accord est signé. Et le quotidien du PCF n'a toujours pas informé ses lecteurs de la liste exacte des signataires. Il se contente de parler pudiquement et en général d'un texte d'accord entre le PCP et des « mouvements de gauche minoritaires ».

Nous ne souscrivons nullement aux bases de cet accord. Mais si un parti com-

muniste considéré comme un des plus traditionnaliste de l'Europe peut s'associer à des trotskystes dans la perspective d'un « gouvernement d'unité révolutionnaire des travailleurs », il devrait être possible de concrétiser l'unité d'action entre partis communistes et extrême-gauche ailleurs qu'au Portugal, et sur des points plus limités.

En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à organiser avec le Parti communiste, le Parti socialiste et l'ensemble des organisations ouvrières, une campagne commune de soutien à la révolution portugaise, contre les menées de la réaction, contre l'OTAN et les menaces de blocus impérialiste, pour la défense et l'extension des conquêtes du prolétariat portugais, pour la défense des organes (commissions, comités, assemblées) dont il s'est doté.

Nous faisons la proposition d'une telle campagne et sommes tout prêts à en discuter les bases exactes.



Chers camarades,

Nous vous demandons de publier ce mot pour informer ceux qui ont été nos proches camarades dans les dernières années de la mort de la camarade Patricia Glattier. Tania dans l'organisation.

Patricia a milité à Cannes et à Paris, notamment aux PTT-Brune.

Le soir du 7 août nous avons ensemble diffusé un tract pour le quotidien. Peu après, elle avait une crise d'asthme très forte. Pat a eu un arrêt du cœur et n'a pu être ranimée.

F. et W.

# ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge » 10, Impasse Guéméné, Paris 4ème. Par avion: écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

je désire m'abonner à

**ROUGE**

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

Rouge 311 page 2

## ROUGE SPECIAL RENTREE SCOLAIRE

« Rouge » N°313, paraissant le 12 septembre, contiendra un dossier de 4 pages sur la rentrée scolaire:

- la loi Haby a été votée, comment s'y opposer?
- dans les lycées, pour nos luttes, quels comités?
- contre la participation, pour des délégués de lutte!

etc.  
Des exemplaires de ce dossier seront tirés à part, vendus au prix de 50 centimes.

Passez vos commandes. Comptez 10 % pour frais d'envoi — chèques à l'ordre de « Rouge »

# SAUVONS GARMENDIA ET OTAEGUI



Otaegui  
et  
Garmendia

Le jeudi 28 août, devant le tribunal de juridiction militaire, de Burgos, s'est ouvert le procès des deux militants nationalistes révolutionnaires d'ETA V, GARMENDIA et OTAEGUI !

La dictature franquiste a décidé de frapper. Elle demande la peine de mort pour ces deux militants, accusés d'avoir causé la mort d'un tortionnaire de la Guardia civil, bien connu pour ses crimes contre le peuple basque.

Ce procès confirme une fois de plus, face aux contradictions sociales explosives de la société espagnole et à la montée irrésistible du mouvement de masse, la seule issue possible pour Franco et sa dictature : une répression toujours plus féroce contre les organisations ouvrières et le mouvement de masse.

Aujourd'hui, le régime franquiste est entré en agonie, à l'heure où les échéances se précisent pour le renversement de la dictature, la bête frappée à mort, ne se montre que plus dangereuse ; elle cherche dans ses dernières forces, le moyen de briser le mouvement de masse, de renforcer la répression, d'assassiner des militants.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'instauration de « l'état d'exception » au Pays Basque depuis plusieurs mois, et la proclamation par le conseil des ministres — de la semaine dernière — du « Décret-loi anti-terroristes », qui en prolongeant la garde à vue de deux à dix jours dans les commissariats et en permettant les perquisitions policières sans mandat préalable, instaure un véritable état d'exception dans tout le pays.

Telle est la politique de Franco aujourd'hui. Mais ces initiatives, loin d'empêcher la montée du

mouvement de masse, de la briser, ont provoqué à chaque fois la riposte héroïque de la classe ouvrière et des peuples de l'Etat espagnol.

Ainsi, en dépit des centaines d'arrestations, de la torture, du quadrillage policier et des attentats terroristes des bandes de police parallèles et fascistes, des dizaines de milliers de travailleurs ont fait grève le 11 juin dernier en Euzkadi, en répondant à l'appel des Commissions ouvrières, de l'extrême-gauche révolutionnaire et de l'ensemble des organisations ouvrières.

C'est fort, aujourd'hui, du succès de la grève générale du 11 juin, pendant l'état d'exception, que les Commissions ouvrières d'Euzkadi et l'ensemble des organisations ouvrières au Pays Basque : ETA V, LCR-ETA VI, L.C., MCE, ORT, PCE, PSOE, ont appelé à deux journées de grève générale le jeudi 28 et vendredi 29.

Cet appel, repris par l'ensemble du mouvement de masse, s'est matérialisé à l'échelle de l'Etat espagnol par deux journées de lutte, les mêmes jours.

Mais, d'ores et déjà, la procédure engagée contre Garmendia et Otaegui — SUMARIO — laissant une semaine de délai entre le jugement et l'exécution de la sentence, nul doute que cette semaine sera celle de la mobilisation générale du prolétariat espagnol pour sauver deux des siens.

De toute l'Europe et en France et particulier, doit se dresser le mur sans failles de la solidarité ouvrière internationale pour sauver Garmendia et Otaegui.

Il ne faut pas que se produise un nouveau Salvador Puig Antich, comme pour le procès de Burgos, la mobilisation de la classe ouvrière internationale doit les sauver !

En France, l'unité de toutes les organisations ouvrières doit se réaliser pour que s'engage la campagne de solidarité avec Garmendia et Otaegui.

Il n'y a pas une minute à perdre ; déjà des manifestations et de nombreuses initiatives ont lieu les jeudi 28, vendredi 29 et samedi 30 ; à Paris et dans de nombreuses villes, le « collectif Eva Forest et de défense des prisonniers politiques espagnols », et l'extrême-gauche appellent à une première manifestation.

La semaine qui vient doit être celle de la mobilisation générale pour les sauver !

- Liberté pour Garmendia et Otaegui !
- A bas l'état d'exception et le décret-loi anti-terroriste !
- Liberté pour les prisonniers politiques !
- A bas la dictature assassine !

le 27.8.75

# CONTRE LA REPRESSION

*Libérez les autonomistes emprisonnés !*

Plus d'un millier d'hommes de troupe, des automitrailleuses, des hélicoptères PUMA ont été déployés en Corse contre cinquante militants de l'ARC, armés de fusils de chasse. On connaît le résultat de l'intransigeance de Poniatowski : les gardes mobiles ont donné l'assaut, laissant deux hommes sur le terrain tandis que deux autonomistes étaient grièvement blessés. Il ne fait aucun doute que les forces dites de l'ordre sont entièrement responsables du sang versé. Aujourd'hui c'est à une véritable chasse à l'homme que se livrent CRS et gendarmes récemment renforcés par des compagnies arrivées du continent.

## Le prince de la répression

Tous les communiqués embarrassés de la préfecture sur la manière dont l'assaut a été effectué ne laissent guère planer de doute : non seulement les gardes-mobiles ont tiré à balles réelles mais ils ont également lancé des grenades offensives. C'est la seule réponse qu'a donné le ministre de l'Intérieur aux revendications des autonomistes corses. Et pourtant avec quelle patience avait-il dialogué avec les harkis, et leur avait-il donné la possibilité de fuir sans crainte de poursuites pénales. Aujourd'hui, ce sont des centaines de policiers déposés par hélicoptères qui quadrillent la région de Corti et celle d'Aleria « pour retrouver les complices de Simeoni ». Toutes les copies de films pris durant l'occupation de la ferme ont été saisies par les flics. Déjà, onze militants de l'ARC ont été arrêtés sur commission rogatoire de la Cour de l'Etat ; juridiction d'exception devant laquelle va être déferé Simeoni, dirigeant de l'ARC.

Ce que demandaient les militants de l'ARC ? La libération de Capretti, militant incarcéré pour délit d'affichage, l'expropriation des colons pieds-noirs qui ont récemment commis des escroqueries ; et enfin la mise en communauté de leurs terres. Des revendications qui n'avaient rien d'exorbitant et qui pourtant ont justifié l'étalage d'un matériel anti-guérilla dernier cri.

## Duve tu nasci, pasci

Depuis le début du siècle, les Corses ont dû s'expatrier pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Ils ont été et restent le réservoir de l'armée et de la gendarmerie. Cette situation, ils l'acceptaient ; faute de moyens, ils ne pouvaient cultiver la terre réputée stérile. Jusqu'à présent, le gouvernement avait refusé d'accorder aux jeunes agriculteurs la moindre subvention. Et puis voilà que sont arrivés de gros colons pieds-noirs, chassés d'Algérie. Alors, ô miracle, l'argent est sorti de tous côtés. Avec les centaines de millions ainsi concédés, ils ont défrichés les maquis et planté des vignobles. Un miracle à l'israélienne en somme. On comprend que les agriculteurs corses soient pour le moins amers. A l'heure actuelle, les trois-quarts des vignobles

sont aux mains de trois cents colons. Même tabac pour le tourisme. Tous les intérêts importants passent par des sociétés comme Trigano, des chaînes hôtelières. Au bout du compte, seules quelques miettes reviennent aux Corses. Pour beaucoup de jeunes insulaires, ça a été le début de la colère. A quoi il faut ajouter le problème de la langue qui a été interdite dans les écoles au début du siècle ; de l'identité perdue ; de ceux qui reviennent chez eux à l'âge de la retraite pour y crever quelques années plus tard. Un proverbe corse dit : « Duve tu nasci, pasci » ce qui peut se traduire par : ou tu nais, vis ; et cela est devenu un sentiment dominant dans la jeunesse corse.

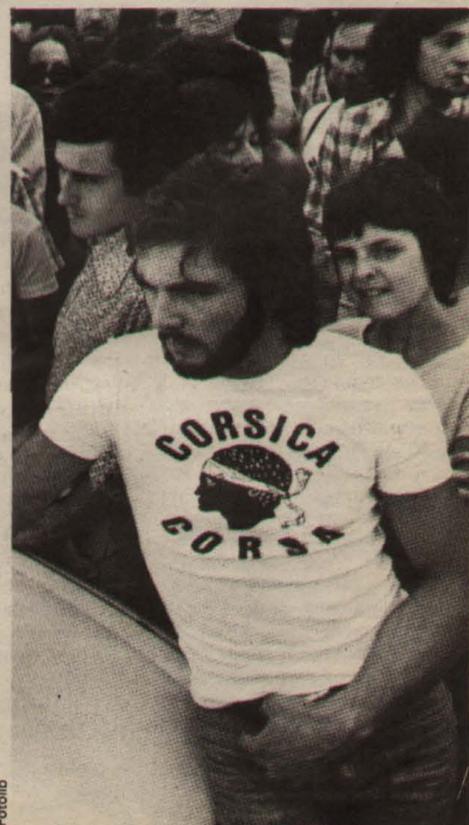
Le résultat est un renforcement des mouvements autonomistes et surtout dernièrement leur radicalisation. L'exemple de l'ARC est symptomatique. A l'origine apolitique, elle s'est opposée aux clans puis lors de son dernier congrès a pris position pour une voie révolutionnaire de libération, l'autogestion et la mise en communauté des terres confisquées aux colons. Est ce à dire que l'ARC est devenue révolutionnaire ? Certainement pas. Mais elle traduit les hésitations de la jeunesse corse, son manque de politisation mais aussi les aspirations d'une certaine partie de la bourgeoisie locale. Il ne faut pas s'étonner de retrouver au sein même de cette organisation des gens de droite qui tentent de louvoyer entre la pression des événements et leur position de classe. Il existe un autre groupe autonomiste, le PPCA, qui lui préconise l'autonomie dans le cadre socialiste. Mais jamais, l'autonomisme n'a eu une position claire sur la lutte de classes et la nature de la société à construire. Mais vouloir ignorer l'autonomisme comme le fait le PCF, c'est jeter un voile pudique sur un mouvement qui a prouvé sa force puisque d'ores et déjà le PSU local, la CFDT corse et les syndicats agricoles lui sont acquis.

## Liberté pour les militants emprisonnés

Avec Aleria, Poniatowski a créé une situation qui risquerait de devenir explosive s'il poursuivait sa folle répression. Simeoni et tous les militants emprisonnés doivent recouvrer leur liberté et tout de suite. Que cessent les ratissages et les arrestations ! Libre au PC d'annoncer sur le thème de l'unité nationale. Quant au gouvernement, il peut interdire l'ARC, il peut arrêter des militants ; cela ne changera rien à la misère des paysans et des travailleurs corses ni n'empêchera les idées de circuler. « Denaru e bastunata, un si pidgià senza cuntà » (on ne doit pas recevoir de l'argent et des coups de bâtons sans les compter). De l'argent, la Corse en a peu reçu, des coups de bâtons, elle ne cesse d'en recevoir. Cela ne saurait durer ; Aleria pourrait se reproduire et s'étendre.



Forolib



C.M. Forolib

# les trois fronts DE LA RENTREE

*Chirac aperçoit la « sortie du tunnel ». Les travailleurs s'aperçoivent que le chômage augmente, que le pouvoir d'achat baisse, que les droits syndicaux sont remis en cause.*

Les experts de l'O.C.D.E. ne se lassent décidément pas. De nouveau en juillet, ils ont révisé en baisse leurs prévisions économiques pour l'année 1975. Ils en sont aujourd'hui aux chiffres suivants : décroissance dans tous les grands pays industriels occidentaux, sauf au Japon (-4 % aux Etats-Unis, -1,5 % en Allemagne, -1 % en France, etc.) ; 13.020.000 chômeurs pour l'ensemble des pays de la C.E.E. et des Etats-Unis. C'est la crise la plus grave qu'ait connue le monde capitaliste depuis la deuxième guerre mondiale, en intensité et en durée.

Pourtant, les gouvernements ont dépensé des milliards pour sortir du marasme : aux Etats-Unis, 23 milliards de dollars en février et 50 milliards de déficit budgétaire cette année ; en Allemagne, un milliard de D.M. en septembre 1974, 2 milliards en janvier et 5 milliards tout récemment. Au Japon, l'équivalent de 28 milliards de francs en juin, et bientôt la même chose en septembre. En vain. Une timide reprise se dessine en Allemagne, quelques signes apparaissent aux Etats-Unis, mais rien de sérieux. La bourgeoisie internationale est incapable de maîtriser une crise qui est celle de son propre système économique. Complètement dépassée par l'ampleur du phénomène, elle n'a pas les moyens politiques, comme dans les années 30, d'en sortir par l'écrasement de la classe ouvrière.

La situation est caractéristique en France. Le gouvernement Giscard-Chirac navigue à vue depuis un an. Tous les pronostics depuis l'automne 1974 ont été démentis, et il a dû changer précipitamment de politique en juillet, face à la profondeur de la récession. « On s'est trompés » a dû avouer Giscard, lors de son discours télévisé de fin juillet. 15 milliards seront donc débloqués pour la relance. Mais à quoi serviront-ils de plus que les 25 milliards déjà dépensés depuis le début de l'année, dont les deux tiers étaient destinés à relancer les investissements des entreprises ?

## PAS DE REPRISE AVANT PLUSIEURS MOIS

Bien sûr on avance les performances sur le Front du commerce extérieur et des prix. Rouge a déjà eu l'occasion de montrer le caractère artificiel et conjoncturel du redressement de la balance commerciale (cf. n° 302). Pour ce qui est des prix, l'inflation s'est ralentie, c'est vrai. Mais alors que Fourcade promettait, pour fin juin, 6 % de rythme annuel de hausse, nous en sommes encore à 9,7 %. Plus de 50 % d'erreur, c'est beaucoup pour un ministre des Finances !

Alors il faut revenir à l'essentiel : la production industrielle a chuté de 13,2 % entre août 1974 et juin 1975. Malgré une légère reprise au mois de juin, rien ne permet d'envisager un redémarrage durable de la production avant plusieurs mois. Les enquêtes auprès des chefs d'entreprise montrent, au contraire, que le pessimisme continue : les signes manifestes d'une reprise, comme le gonflement rapide des carnets de commande ou la baisse sensible du niveau des stocks n'apparaissent toujours pas.

Depuis six mois, la bourgeoisie française essaie de limiter les dégâts : rentabilisation du capital (en éliminant les « canards boiteux » de l'industrie, non rentables pour les capitalistes), et maintien des marges de profit (en faisant pression sur les salaires) sont les deux objectifs. Malgré certaines défaites, la classe ouvrière a résisté à l'attaque. Les 200 grèves de cet été (dont 73 avec occupation des locaux) témoignent d'une combativité persistante, susceptible de favoriser de vastes luttes à la rentrée. Front principal : le chômage.



## BIENTOT 1.500.000 CHOMEURS

Fin juillet, la France comptait 1.300.000 chômeurs (885.000 selon les statistiques « officielles »). Auxquels il faut rajouter un demi-million de chômeurs partiels. Parmi les chômeurs totaux, 378.000 seulement étaient « secourus » dont 90.000 au titre de l'accord du 14 octobre 1974, sur la garantie de 90 % du salaire pendant un an, en cas de licenciement collectif. A la rentrée, environ 300.000 jeunes vont se retrouver sur le marché du travail. Dans la mesure où les offres d'emploi non satisfaites diminuent chaque mois, signe que les entreprises n'embauchent plus, ces jeunes risquent de devenir rapidement des chômeurs. Le nombre des « sans-emploi » atteindra donc 1.500.000 avant la fin de l'année. A supposer encore qu'une reprise se dessine rapidement.

Dans le cas contraire, en effet, les patrons ont déjà annoncé la couleur. Roger Martin, P.D.G. de Saint-Gobain Pont-à-Mousson, a déclaré le 24 juin : « Nous avons choisi, durant le premier semestre, de limiter les horaires, en évitant au maximum les licenciements. Cette politique trouve

sa limite dans la durée même de la crise. Nous devons donc maintenant envisager une certaine réduction de nos effectifs ». Cette opinion est partagée par la plupart des patrons français, révèle une enquête conjoncturelle de la Banque de France. On comprend mieux alors la précipitation avec laquelle le gouvernement a annoncé les mesures de soutien à l'économie en juillet. Faire mousser une éventuelle relance pour éviter l'orage.

Deuxième front : les salaires. Entre octobre 1974 et avril 1975, le pouvoir d'achat du salaire horaire a diminué de 0,5 %, si l'on s'en tient aux indices du gouvernement, atteignant des baisses de 5 à 6 % dans les secteurs comme le bâtiment et le textile. Le salaire horaire a augmenté de 7,7 %, les prix selon l'I.N.S.E.E. de 5,9 %, mais les horaires ont diminué de 2,3 %. Quant aux chômeurs partiels, leur perte de pouvoir d'achat est bien plus élevée : l'indemnité horaire n'est que de 7 F (le S.M.I.C. est à 7,55 F) pour des heures généralement payées avec une majoration de 50 % (au-delà des 40 heures légales).

Troisième front, enfin, les libertés politiques et syndicales. Du licenciement abusif de délégués syndicaux, à l'interdiction des meetings politiques dans les entreprises, en passant par la remise en cause, dans le Livre, des avantages acquis à la Libération, le gouvernement cherche à affaiblir la force de frappe de la classe ouvrière. Les mesures qui seront prises à la rentrée sur la réforme de l'entreprise et sur les conditions de travail serviront, à cet égard, de carotte.

Sur ces trois fronts, le contentieux est donc lourd. Pas besoin de « petite phrase » de rentrée pour mieux masquer ensuite une politique de capitulation. Les travailleurs attendent de leurs directions syndicales des consignes claires, en termes de mots d'ordre et de formes d'action. Pour relancer l'offensive, dès maintenant, contre le plan de crise des patrons, dans l'unité la plus large entre ceux qui travaillent et ceux qui chôment.

Sérafim LAMPION



Fotolib

Amaury, patron du « Parisien » n'est pas seul ! Ici avec Poniatowski lors de la dernière étape du Tour de France.

## PARISIEN

# OU VA.T.ON ?

*La grève du Parisien Libéré se poursuit  
mais apparemment les perspectives  
de lutte font défaut*

La grève du « Parisien Libéré » est sans doute le plus enlisé des conflits du travail actuels. Tout se passe comme pour une guerre de siège. Certes, le journal fabriqué par Amaury, avec son personnel F.O. est très mal diffusé par son circuit parallèle et a déjà perdu une partie de sa clientèle, au profit, surtout de l'« Aurore » ; mais Amaury ne manque pas d'atouts dans son jeu. S'il perd de l'argent, il reçoit de l'aide (on parle de Dassault) en fonction de l'enjeu politique du conflit. D'autre part, son échec de diffusion tient à la vigilance du personnel des NMPP ; mais le « Parisien » représentait une partie importante du travail des Messageries. Le personnel tiendra-t-il le coup s'il est lui-même menacé de licenciements massifs ?

Du côté ouvrier, on tient, d'autant que l'organisation de la solidarité financière s'est maintenue ; et les deux manifestations des 6 et 20 août ont montré que la conscience de l'enjeu est toujours vive. Mais occuper la rue d'Enghien n'est pas occuper Lip en produisant. Les grévistes ne gênent ni l'Etat ni Amaury ; ils ne représentent un danger pour personne. Or la guerre d'usure, sur le terrain de classe, fatigue toujours plus la classe ouvrière que le patronat. Et dans la profession, tout le monde s'interroge : où va-t-on ? Comment va-t-on poursuivre la bataille ?

Ces questions ont d'autant plus d'acuité que la situation dans la presse nationale est grave : pour un « Monde » dont la progression est

lente, tous les autres quotidiens perdent des lecteurs. La Télé pourvoit tellement mieux au niveau misérable que les quotidiens ont créé eux-mêmes. Le patronat de la presse tend à jouer le juge entre les plaideurs, et à tirer parti de la situation : faire avaler aux travailleurs du Livre des compressions de personnel pour sauver (provisoirement) les « titres ». Enfin, il n'est pas exclu qu'Amaury double l'enjeu en transférant la fabrication de ses autres titres (dont « l'Equipe » à son usine de Saint-Ouen. Comment répondrait-on à une pareille provocation ?

Il se peut que la Fédération du livre (FFTL) ait une stratégie. Mais les travailleurs de la presse, eux, ne savent pas où ils vont. Et quand on ne connaît pas l'objectif de la bataille, on ne peut pas se battre. Pire : si le doute envahit les rangs, il y a danger de dispersion. Il se peut qu'il faille changer les plans de bataille. Quoi qu'il en soit, on ne resserrera les rangs que dans la clarté. Dans un conflit qui est mené par toute la profession, la démocratie syndicale doit être totale. Dès le début septembre, des assemblées devraient se tenir de l'atelier au syndicat pour connaître le point exact de la situation et étudier les plans d'action. Le mot d'ordre « négocier ! » est plus qu'insuffisant, complètement inadéquat. Il faut en finir aussi avec le « coup par coup » (qui laisse d'ailleurs les conflits « secondaires » à l'abandon) et que s'élabore et s'exprime avec énergie une stratégie unifiée de défense des travailleurs de la Presse et du Livre.

## CARON-OZANNE UN MOIS D'AOUT EN LUTTE

Depuis le 5 juin, les travailleurs de Caron-Ozanne à Caen sont en grève pour faire aboutir leurs revendications : aucun licenciement de travailleur, un seul licenciement, celui du directeur !

Durant toutes ces semaines, la lutte n'a pas connu de vacances ; un gros effort de popularisation a été fait : affiches, tracts, ventes du journal de lutte « Ouest-licenciements », contacts avec les autres entreprises en lutte. C'est dans des Assemblées générales quotidiennes que toutes les initiatives sont décidées.

### 1000 personnes en plein mois d'août

Organisée le 9 août à Caron-Ozanne, la « journée portes-ouvertes » a été un énorme succès. Un millier de personnes sont venues discuter avec les travailleurs et débattre des films projetés : (5 films Ciné-lutte : la reprise chez Wonder en 68, la grève au Crédit lyonnais en 74, la répression contre les caissières dans les grands magasins Carrefour, et deux films sur les luttes des travailleurs immigrés).

Un montage diapositives a également été passé, montage fait par des paysans de la Manche sur une affaire d'expropriation près de Granville. Il a été suivi d'un débat sur la coordination entre ouvriers et paysans dans les luttes. Un mois après le rassemblement de la Tour Eiffel à Paris, cette journée a permis une rencontre avec les travailleurs du « Parisien libéré » et ceux d'autres entreprises en lutte aux divers stands qui avaient été installés autour de la boîte. Il a toutefois manqué un débat central sur la grève de Caron et la coordination des luttes, des camarades du PSU ayant pensé qu'il fallait attendre, pour cela, la rentrée de septembre.

Pendant ce temps, « Ouest-France » joue le pourrissement de la lutte ; en effet, le groupe Hersant lance un nouvel hebdo afin de concurrencer « Liberté de Normandie », journal tiré à l'imprimerie Caron-Ozanne et bloqué par la grève.



### solidarité ouvrière

Les journalistes de *Liberté* voulant expliquer les raisons de la non-parution de ce journal à ses lecteurs, demandèrent aux grévistes de laisser paraître le journal à St-Lô ou à Rennes. A l'unanimité, les grévistes refusèrent : si le journal devait paraître, c'était avec *tous* les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne et sur les rotos de l'entreprise.

Devant ce refus, la rédaction fit pression pour que le journal soit tiré de façon pirate. Effectivement, il est sorti clandestinement à Paris (St-Maur), mais dans des conditions techniques telles, que direction et rédaction renoncèrent à renouveler l'opération. Après cet épisode, plusieurs demandes ont été adressées à des imprimeries (St-Lô, Rennes, Evreux et Bernay), mais la solidarité syndicale a joué. La FFTL a envoyé un fac-simile de *Liberté de Normandie* à toutes les boîtes susceptibles de tirer ce journal dans la région. Depuis, les grévistes ont fait la proposition à la direction, avec le soutien de la section CGT d'Ouest-France, de tirer « *Liberté* » chez Caron, en négociant avec le comité de grève, comme cela a déjà été fait à deux reprises pour tirer « *Combat breton* ».

Ces derniers jours, il y a eu un peu de neuf : M. Ozanne, qui a été nommé PDG de la société a rencontré une délégation élue par l'AG le 25 août. Aucune proposition concrète n'en est sortie, si ce n'est la demande d'Ozanne de pouvoir réoccuper les bureaux en tant que PDG, celui-ci laissant les ateliers au personnel et lui restant le « patron souverain » !... L'assemblée générale a rejeté à l'unanimité la proposition d'Ozanne, acceptant juste de remettre les dossiers de la comptabilité, afin de permettre au PDG de mettre sur pied un plan de relance.

Il apparaît maintenant évident qu'il faut renforcer la solidarité avec la lutte, afin d'assurer la victoire des travailleurs de Caron-Ozanne.

Le 26 août  
Correspondant

# PORTUGAL



Fotolib

## LA CONTRE-OFFENSIVE !

Avec le mois d'août s'achève à Lisbonne le temps des illusions et de l'unanimité. La révolution des oeillots fait place à la Révolution tout court, et, un par un, les protagonistes du combat décisif rejoignent leurs rangs des deux côtés de la barricade qui se dresse dans le pays civil et militaire.

### M.F.A. : débat ou scission

Le MFA était fissuré de l'intérieur par les divergences et les contradictions qui le traversaient ; il est aujourd'hui déchiré par l'affrontement qui oppose les différents groupes antagonistes. Les 9 officiers du Conseil de la Révolution qui ont signé le document Melo Antunes apportent une réponse à la crise voisine des positions social-démocrates défendues par le PS portugais, sans y être exactement identiques.

Ils luttent aujourd'hui pour une pause du processus révolutionnaire issu du 25 avril 74. Les neuf veulent en finir avec le développement impétueux des occupations de terres, du contrôle ouvrier dans les entreprises, de la dissolution de la discipline militaire, pour pouvoir passer à la reconstruction de l'Etat. « Il est nécessaire de repousser énergiquement l'anarchisme et le populisme qui conduisent inévitablement à la dissolution catastrophique de l'Etat, dans une phase de développement de la société, ou, sans Etat, aucun projet politique n'est viable ». La reconstruction d'une

autorité étatique bourgeoise, capable de remettre la société au travail et les travailleurs à la discipline passe évidemment, aujourd'hui au Portugal par la reprise en main du MFA : « La question du pouvoir est la question du pouvoir à l'intérieur du MFA », déclare le document des neuf. Le but immédiat de l'offensive de Melo Antunes est donc de reprendre le contrôle du MFA en écartant de ses centres de décision les officiers révolutionnaires et surtout les officiers proches ou membres du Parti communiste portugais, qui se sont taillés une place de choix au sein de l'Assemblée du MFA.

Le document des neuf, publié le 7 août, devient ainsi la bannière de ralliement de tous ceux qui au sein de l'armée sous couvert de modération visent à rétablir la loi et l'ordre du Capital, contre l'« anarchie » et le « populisme » du mouvement ascendant des masses populaires.

La direction du PS soutient le projet qui reprend largement les conceptions qu'elle a exposées dans son texte-programme : « vaincre la crise, défendre la Révolution ». Elle organise pour cela une nouvelle campagne qui culmine dans des meetings et des manifestations, comme à Lisbonne le 14 août où 10.000 personnes défilent pour la démission de Vasco Gonçalves et de son cinquième gouvernement provisoire. Face au document Melo Antunes, qui circule largement dans les casernes et surtout parmi les officiers, un groupe d'officiers dépendant du Copcon rédige un contre-texte intitulé :

« autocritique du Copcon. Propositions de travail pour un programme politique », dans lequel, à côté de la présentation d'une série de mesures immédiates, ils déclarent, en opposition au document Melo Antunes : « Les organismes de pouvoir des travailleurs... doivent être les vrais organes de pouvoir politique, une barrière capable de s'opposer victorieusement à l'agression fasciste et impérialiste ».

Le document du Copcon, après celui de Melo Antunes est mis en circulation dans les casernes, où ils suscitent tous deux un important débat politique. Dans tout le pays, soldats, sergents et officiers se réunissent en assemblée et discutent. Des positions se cristallisent : une majorité d'officiers appose sa signature au bas du document Melo Antunes, tandis que les casernes les plus radicales, et, pour beaucoup d'entre elles, aussi les plus importantes du point de vue militaire, soutiennent le document du Copcon.

L'opération Melo Antunes s'est retournée en son contraire. Au lieu de polariser l'armée autour du document des neuf, pour en faire une force de maintien de l'ordre bourgeois, sa publication a contribué à introduire une profonde cassure au sein de l'armée, de haut en bas, et particulièrement parmi les officiers et les sous-officiers du MFA. La tentative de compromis d'Otello de Carvalho, commandant en chef du Copcon, pour faire la « synthèse » des deux textes et rassembler un front anti-PCP échoue devant l'intransigeance des officiers du Copcon.

forts du soutien qu'ils ont fait surgir dans les unités de l'armée et de la marine, et renforcés par l'appui populaire qui leur vient de la manifestation du 20 août appelée par les commissions de travailleurs et de moradores (habitants) et soutenue par les organisations d'extrême-gauche, et par le PCP, in extremis. Pour la première fois depuis le 25 avril 74, l'armée a connu un débat politique national autour des différentes réponses apportées à la crise. Une gauche et une droite se sont cristallisées autour d'options opposées. Certes dans chaque camp tout n'est pas clair.

A droite les modérés social-démocrates cotoient les fascistes galonnés. A gauche les réformistes se retrouvent avec des révolutionnaires sans que des questions importantes aient encore été tranchées. Des positions évolueront encore, détachant une masse d'hésitants encore nombreux des solutions qui leur apparaissent encore pour l'instant « raisonnables », mais dont ils peuvent vite comprendre qu'elles font le lit de la réaction, dont l'offensive terroriste s'étend chaque jour.

A long terme, c'est l'activité autonome des travailleurs qui décidera de l'ultime répartition des forces. A moyen terme, la fracture est irréductible. A court terme, les divisions paralysantes barrent la route aux velléités de coups d'Etat, et surtout de coups de force « légaux », appuyés sur la légitimité d'une armée unifiée, qui a cessé d'exister pour l'instant.

# PORTUGAL

## LA CONTRE OFFENSIVE

### P.C.P. : TANGAGE ET ROULIS

Les militants du PCP doivent avoir le mal de mer ces jours-ci. Le 19 juillet, leur direction les appelait à dresser des barricades contre les rassemblements du PS à Porto et à Lisbonne. Devant l'échec de cette politique aventuriste, le Comité central des 11, 12 dénonçait « l'esprit de groupe » qui règne dans le Parti et qui entrave « l'esprit de grand débat, de coopération et d'ouverture » (sous-entendu avec le PS et les groupes de la gauche révolutionnaire) et « la nécessité d'un effort d'unification de tout ce qui existe de formes intéressées au développement du processus révolutionnaire ». Ce sous-entendu devenait d'ailleurs explicite dans l'intervention d'Alvaro Cunhal au grand meeting de Lisbonne, s'adressant à la LCI, au MES, au PRP, au FSP et à la LUAR en même temps qu'au PS pour proposer l'unité d'action et le débat. Le 20 août, jour de la grande manifestation que le PCP appuyait au dernier moment, le secrétaire général du PCP donnait une conférence de presse pour annoncer qu'il lâchait Vasco Gonçalves et son cinquième gouvernement provisoire, et qu'il était prêt à « participer à la recherche de solutions pour surmonter la crise ». Il annonçait par ailleurs son accord sur une plate-forme de compromis entre les neuf et le Copcon, au moment où celle-ci avait été rédigée par Melo Antunes et Otello de Carvalho, et déjà remise au Président de la République, Costa Gomes.

Le 23 août pourtant, la direction du PCP virait encore une fois de bord en dénonçant « la formation imminente d'un nouveau gouvernement » présidé par le général Fabião, chef d'Etat-major de l'armée de terre, et où les « modérés » se trouvaient aux postes-clés pour reconstruire la police, organiser des élections municipales rapides et des élections législatives en janvier 76, et pour restructurer la formule du MFA, c'est-à-dire en écartant la gauche et le PCP.

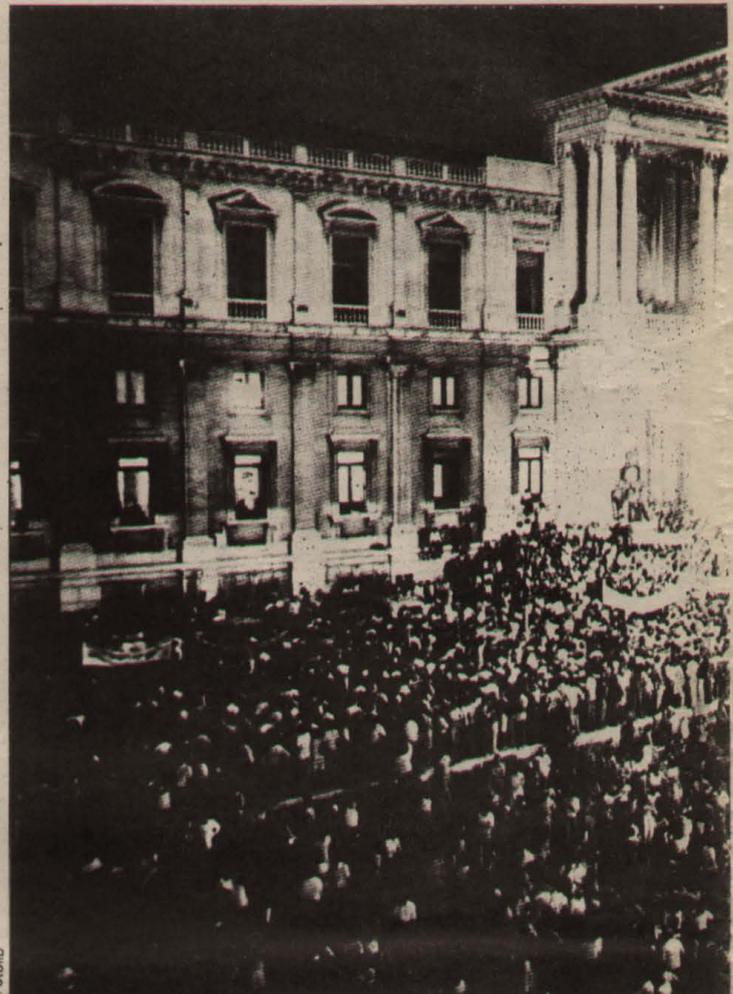
De nouveau, les militants du PCP étaient « mis en état d'alerte » pour déjouer un « coup » en préparation, dont leur secrétaire général avait annoncé trois jours plus tôt que c'était un compromis pour le moins envisageable.

Nulle surprise dans ces conditions à ce que la base du PCP ait quelques difficultés à s'y retrouver dans ces méandres. Un jour la direction parle de coopération et de suspendre les attaques « réciproques » contre le PS ; le lendemain elle repart en guerre contre « la social-démocratie réactionnaire », en remettant dans le même sac la politique de la direction du PS et l'indispensable effort pour l'unité d'action avec le PS, qui passe aussi par les propositions faites à sa direction, ne serait-ce que pour la contraindre à la clarté devant sa propre base.

La presse avait beau annoncer cinquante mille participants au meeting du PCP d'Evora, le dimanche 24 août, il y avait vraiment un zéro de trop dans cette évaluation optimiste ; symbole du désarroi des militants du PCP qui ne se sentent plus mobilisés par une ligne trop sinueuse et qui les désorientent.

L'accord unitaire entre le PCP et les organisations d'extrême-gauche (dont on lira par ailleurs notre appréciation) venait conclure ce parcours en réaffirmant l'appui du PCP au gouvernement de Vasco Gonçalves et à son programme. Si la direction du PCP donne cette impression de tangage et de roulis, c'est bien parce qu'elle est elle-même ballotée par les événements.

Sa politique aventuriste et sectaire en direction du PS, qu'une partie de l'extrême-gauche (notamment le MES) cautionne malheureusement, n'a réussi qu'à isoler des travailleurs influencés par le PS sans rogner de façon décisive l'emprise de celui-ci alors que les premiers craquements commencent justement à apparaître dans le PS : des militants et même des dirigeants en ont été récemment



Fotolib

manifestation du 20 août contre la réaction

exclus pour avoir défendu des positions contraires à celles de Mario Soares ; quelques tracts communs avec des sections locales du PCP ont été rédigés avec des militants du PS, entraînant aussi leur expulsion immédiate. Une partie de la section d'Evora a quitté le PS après avoir occupé le siège local du parti pendant 24 heures. En bref, les tout premiers craquements dans le PS commencent à apparaître. Une politique unitaire audacieuse pourrait les amplifier grandement. Le sectarisme ne peut qu'aider Mario Soares à les colmater.

Mais c'est surtout sur sa gauche que le PCP connaît les plus sérieux problèmes. Les élections syndicales ont parfois tourné à la véritable déroute dans une trentaine de syndicats importants, sur des thèmes tels que le droit de tendance syndical, les élections et la révocabilité des délégués, etc. Tandis que les commissions de travailleurs et les commissions de moradores (habitants) prennent leur extension, le PCP qui doit pourtant y disposer d'une majorité numérique, s'y retrouve à la traîne en raison des hésitations permanentes de sa direction. La manifestation du 20 août à Lisbonne rassemblant 50.000 personnes, qui était la plus importante démonstration de force depuis le gigantesque défilé du 1<sup>er</sup> Mai 74, a vu la direction du PCP tout faire pour empêcher sa tenue et finalement s'y rallier sous peine de se retrouver isolée, à contre-courant de la radicalisation qui a repris en cette fin du mois d'août.

La direction du PCP voudrait bien être au four et au moulin : dans les couloirs de la présidence de la République, pour y arranger un compromis pas trop défavorable à ses positions acquises dans l'appareil d'Etat, et dans les rues de Lisbonne, de Porto et d'ailleurs pour s'y annexer un mouvement de masse dont elle se servirait comme d'une force de pression dans ses tractations gouvernementales et au sein du MFA, où l'extrême-gauche est indispensable pour faire contrepoids à la droite social-démocrate et réactionnaire qui cherche à l'évincer. Ce jeu d'équilibriste est de plus en plus difficile. L'offensive ouvrière et populaire a repris avec une ampleur inattendue, et sa poursuite polarisera de plus en plus de forces civiles et militaires hors des sentiers battus et rebattus de la politique réformiste de collaboration de classe.

*Commissions de travailleurs, commissions de moradores, assemblées populaires, vers l'assemblée populaire nationale*

La manifestation du 20 août a donné un coup d'envoi. Le 27 une autre, plus importante encore se tient à Lisbonne. D'autres encore sont prévues pour les jours à venir dans



les principales villes du Portugal. A chaque fois les cortèges ouvriers sont massifs, les délégations de soldats, marins et aviateurs importantes (près d'un millier à Lisbonne le 20 août). Toujours, ce sont les organismes naissant du pouvoir des travailleurs qui apparaissent : commission de travailleurs, commissions de travailleurs, commissions de moradores, assemblées populaires. Le tournant est désormais pris : les commissions de travailleurs, de moradores et les assemblées populaires commencent à apparaître comme la seule alternative au marasme politique et gouvernemental des derniers mois. Il est sûrement trop tôt encore pour affirmer que ces organes sont déjà une alternative, ne serait-ce que parce qu'il n'existe pour l'instant aucune coordination ni centralisation nationale des commissions et assemblées populaires. Mais le projet est dans l'air. Un congrès national des commissions de travailleurs est en discussion dans le secrétariat de l'intercommission (coordination embryonnaire des commissions de travailleurs). De nouvelles assemblées populaires sont convoquées pour cette semaine dans les quartiers de Lisbonne, de Porto, de Setubal.

Un pas en avant considérable a été fait, dont il faut bien mesurer l'ampleur mais aussi les limites afin de pouvoir les dépasser. Le rapport de force global a sensiblement évolué en faveur de la révolution. Pas tellement parce que les rangs des hésitants se sont clairsemés, ni parce que la

division introduite par les directions du PS et du PCP a été surmontée. Non, un pas en avant a été fait parce que l'avant-garde révolutionnaire représentée par les commissions de travailleurs, commissions de moradores et assemblées populaires existantes qui regroupent les détachements avancés de la classe ouvrière et des soldats de la région de Lisbonne et des paysans du Ribatejo et de l'Alentejo au Sud du pays, s'est regroupée, affermie et s'est mise en mouvement, bouleversant ainsi tous les projets réformistes bourgeois de 5ème ou 6ème gouvernement provisoire.

Mais le pas décisif reste à faire, et à faire vite pour empêcher la bourgeoisie de se ressaisir. En luttant à partir de la défense des conquêtes et libertés ouvrières pour la satisfaction des revendications économiques et sociales fondamentales. En luttant pour l'extension, la coordination et la centralisation des commissions de travailleurs, des commissions de moradores et assemblées populaires, vers une Assemblée populaire nationale, rassemblant les délégués des travailleurs, soldats et paysans parmi lesquels les militants de tous les courants politiques du mouvement ouvrier — PS, PCP et militants de la gauche révolutionnaire — auront leur place, participeront aux débats démocratiques et en stimuleront la maturation politique.

le 27 août

Charles Michaloux

## le texte de l'accord unitaire

En présence de représentants du MFA qui ont simplement convoqué la réunion, se sont réunis les représentants des partis et organisations politiques suivants : FSP, LCI, LUAR, MES, MDP, PCP, PRT-BR, 1<sup>er</sup> Mai, qui ont approuvé les points suivants :

- 1) Le document du Copcon et le document « Ligne d'action programmatique et tâches de transition » constituent une base de travail valide pour l'élaboration d'un programme politique révolutionnaire.
- 2) Un tel programme représente l'instrument indispensable pour unir et articuler les actions des forces politiques engagées dans le processus révolutionnaire et des masses populaires.
- 3) Le document « ligne d'action programmatique et tâches de transition » constitue le document-guide de base pour l'activité du gouvernement tant que ne sont pas réunies les conditions nécessaires pour la formation d'un gouvernement d'unité révolutionnaire.
- 4) La création d'un front qui englobe les partis et autres organisations politiques révolutionnaires, les militants révolutionnaires, le MFA et les organes autonomes de pouvoir populaire auxquels se réfère le document-guide de l'alliance peuple-MFA constituent une issue pour le processus révolutionnaire.
- 5) Les sus-signés décident la constitution d'un secrétariat provisoire destiné à articuler des actions qui permettent une offensive commune contre la réaction et pour l'avancée du processus révolutionnaire. Les sus-signés déclarent que cette plate-forme est ouverte à toutes les organisations, tous les militants révolutionnaires et organes de pouvoir populaire qui désirent y adhérer.

### à propos de l'accord unitaire

1) Dans la phase actuelle de la révolution portugaise, un accord entre organisations ouvrières doit évidemment être recherché, mais dans la perspective :

— d'organiser la riposte à l'offensive réactionnaire, en stimulant toutes les formes d'autodéfense, la jonction entre les organes autonomes des travailleurs et les soldats, dans ce sens un accord entre organisations ouvrières peut constituer un point de départ important ;

— d'assurer la défense des conquêtes économiques, sociales et politiques de la classe ouvrière ;

— de susciter le développement, l'extension et la centralisation des structures d'auto-organisation (commissions de travailleurs, commissions de moradores, assemblées populaires) et de répondre ainsi à la division des rangs ouvriers.

Or, le communiqué du 25 août ne mentionne l'organisation d'aucune initiative concrète répondant à ces objectifs.

2) Un des obstacles majeurs à l'avancée du processus révolutionnaire réside dans la division introduite au sein de la classe ouvrière par la politique de la direction stalinienne du PCP et la direction social-démocrate du PS. L'absence d'objectifs concrets et l'inexistence d'initiatives en direction du PS afin d'engager une lutte commune sur des objectifs compréhensibles et ressentis pas les travailleurs du PS aboutissent à avaliser la politique sectaire du PCP et à s'interdire une politique audacieuse de front unique indispensable et possible aujourd'hui au Portugal.

3) L'« accord unitaire » implique en outre un soutien à l'action du 5ème gouvernement provisoire qui propose dans son document (« ligne d'action programmatique et tâches de transition ») une « politique d'austérité » (point 1-b) alors que dans la rue et les usines, les travailleurs mettent à l'or-

dre du jour des revendications d'expropriation sous contrôle ouvrier, etc., face auxquelles le gouvernement, demain, peut être confronté.

4) Au moment où le MFA se déchire sous les effets de la polarisation de classe, l'« accord unitaire » fait appel au MFA au même titre qu'aux commissions de travailleurs, commissions de moradores, assemblées populaires, etc., et aux partis et organisations révolutionnaires du mouvement ouvrier pour la création d'un « Front » !

Là encore, il ne peut s'agir que d'un aval au projet réformiste du PCP de création d'un « front populaire, démocratique et socialiste ». En outre, se réclamant du document-guide de l'alliance peuple-MFA, l'accord situe les C.T., les C.M. et les assemblées populaires dans un projet d'intégration s'opposant à l'autonomie réelle du mouvement de masse par rapport aux institutions de l'Etat bourgeois.

5) L'accord révèle certes la modification des rapports de forces qui oblige le PCP à chercher un appui dans la gauche révolutionnaire. Dans un tel contexte, il est à la fois possible et nécessaire d'amener le PCP à se déterminer sur des objectifs centraux sus-mentionnés. Par contre, l'« accord unitaire » permet au PCP d'utiliser cette force pour négocier des compromis sur le plan gouvernemental dans l'appareil d'Etat bourgeois et au sein du MFA. Dans ce sens, l'absence d'objectifs concrets ainsi que toutes les références faites au document du 5ème gouvernement représentent des concessions à l'orientation de la direction du PCP.

6) La gauche révolutionnaire et l'avant-garde ouvrière doivent s'efforcer de prendre appui sur la dynamique de la riposte de masse à l'offensive réactionnaire, que la manifestation du 20 août a révélé, pour imposer les objectifs cités au point 1.

E. Mandel

# PORTUGAL

## DOCUMENT DU CONSEIL DE DEFENSE DES TRAVAILLEURS DE LA LISNAVE

A la Lisnave, phare des luttes ouvrières au Portugal, existe au niveau central de l'entreprise un Conseil de défense des travailleurs (CDT). Les 20 travailleurs qui le composent ont été élus chacun dans les AG de leurs secteurs respectifs. Le CDT est le seul organe (1) représentant réellement l'ensemble des travailleurs de la Lisnave (qui se réunissent régulièrement en AG au niveau de leurs départements et secteurs). En son sein, et en liaison avec d'autres groupes spécifiques de travailleurs, ont été créées diverses commissions, dont les principales :

- Groupe technique qui étudie la restructuration du secteur en liaison avec les projets nationaux ;
- commission d'information ;
- commission de formation ;
- Groupe d'« assainissement », etc.

Le texte qui suit a été adopté en juillet 75 et met l'accent sur la nécessité du contrôle ouvrier sur la production comme seul moyen de démanteler efficacement le pouvoir économique des capitalistes. Pour que le contrôle ouvrier devienne une réalité concrète, des conseils de contrôle ouvrier sont créés dans chaque secteur. Ils sont reliés entre eux au niveau central, en liaison étroite avec le CDT, la commission syndicale et le délégué du gouvernement. Les membres des différents conseils doivent être élus démocratiquement sur liste et par assemblée de secteur en s'assurant

que chaque catégorie de travailleurs est représentée. Les fonctions des conseils : contrôler toute l'activité tant économique que sociale de l'entreprise, ce qui veut dire : contrôle total au niveau financier, abolition totale du secret commercial et communication aux travailleurs de toutes les informations nécessaires au contrôle de la production, mise en place d'une planification de manière à accroître la production et lutter contre le chômage, remplacer la discipline patronale capitaliste par la construction d'une discipline révolutionnaire, etc.

Telles sont, grossièrement résumées les tâches assignées au conseil de contrôle ouvrier sur la production.

Si des formulations peuvent apparaître ambiguës ou même fausses dans le texte, il faut quand même souligner le saut fantastique fait par le niveau de conscience des travailleurs en un an et demi. Car ce n'est pas seulement à la Lisnave, mais aussi dans d'autres secteurs de l'industrie que les travailleurs se posent concrètement et essaient de résoudre le problème du contrôle ouvrier sur la production, qu'ils posent le problème d'une modification de la production afin qu'elle corresponde aux besoins des travailleurs.

(1) Il existe également au niveau de l'entreprise un Comité révolutionnaire des-travailleurs. Impulsé par le PRP-BR, il regroupe plusieurs dizaines de travailleurs.

1) Face à l'actuelle situation politique et aux implications qui en résultent pour la Lisnave, le CDT pense qu'il est de la plus grande importance de lancer un débat ample sur les formes d'organisation des travailleurs qui peuvent garantir une victoire de la lutte pour le socialisme.

2) Le processus révolutionnaire qui se développe dans notre pays atteint une phase décisive. Il en est à un niveau où il apparaît clairement pour la classe ouvrière quelles sont les forces qui sont de son côté — et défait intéressées à la construction du socialisme — et celles qui ne le sont pas. On en est à un point où la classe ouvrière et les travailleurs ses alliés ne peuvent plus se borner à impulser le processus révolutionnaire pour le développement de leur propre lutte. Il est nécessaire de faire de l'ensemble des luttes un levier pour la construction du pouvoir des travailleurs.

3) Alors que le MFA a consacré les organes de travailleurs comme base du nouvel Etat à construire, certains partis qui déclarent défendre les intérêts des travailleurs, tremblent et blâment « étrangement », aban-

donnent le gouvernement et se retournent contre le MFA. Selon eux, de tels moyens conduiront à une dictature, la seule structure détenant la légitimité serait l'Assemblée constituante et non pas le MFA et les organes des travailleurs, et ils s'engagent dans une escalade de chantage et de division des travailleurs et du M.F.A.

4) En ce moment, la classe ouvrière et les travailleurs ses alliés, sont engagés dans une lutte pour détruire la société capitaliste et construire à sa place une autre société, une société où n'existeraient pas d'exploiteurs, une société où tout appartiendrait aux producteurs eux-mêmes. Comment en arriver là ? Comment construire le pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs, ses alliés ?

C'est précisément à cette question que répond le document maintenant adopté par le MFA. C'est sur la base des organisations autonomes et apartidaires que les travailleurs développent sur leur lieu de travail et d'habitation, les élargissant et les généralisant pour une part encore, les reliant au niveau d'un quartier, c'est avec l'appui parmi eux des organes

qui représentent démocratiquement les militaires, que ce pouvoir se constituera. C'est une telle organisation qui permettra que ce soient réellement les travailleurs et non pas d'autres en leur nom qui décident de leur destinée, c'est cela qui sera le garant d'une marche décisive vers le socialisme et non pas vers une social-démocratie ou quelque autre forme de capitalisme.

5) En ce moment il est important et indispensable de définir clairement les tâches principales qui se présentent à la classe ouvrière et aux travailleurs ses alliés. Ces tâches se décomposent essentiellement en deux points fondamentaux.

### A. DEMANTELEMENT DE L'ORGANISATION CAPITALISTE

Les capitalistes du pays qui jusqu'à présent pouvaient tout et possédaient tout n'abandonnent pas sans lutter leurs privilèges. Ils disposent de leurs propres partis, de liens puissants et de l'appui de leurs alliés capitalistes étrangers, ils organisent des milices fascistes pour la lutte pour l'exploitation. Voilà pourquoi il faut exercer une vigilance permanente, mais cela ne suffit pas !

Le pouvoir des capitalistes ne sera définitivement détruit que quand les masses ouvrières auront en main la direction des entreprises, le pouvoir dans les campagnes et l'orientation de la société. C'est dans cet ordre d'idée que le comité de défense préconise la création d'organes de planification et de contrôle du secteur de l'industrie qu'est la construction et la réparation navales. Comme forme de neutralisation des bases d'accumulation capitaliste, il propose la formation immédiate d'une commission au niveau national constitué par des délégations de toutes les commissions de travailleurs du secteur, commission nationale qui détiendrait le pouvoir effectif d'orienter et de diriger une politique de construction et de réparation navales du pays, en arrachant ainsi définitivement la direction aux capitalistes.

### B. BATAILLE DE L'ECONOMIE ET CONTROLE DE LA PRODUCTION

La situation économique du pays est grave, c'est la conséquence du pillage et du sabotage des capitalistes en fuite. Le chômage continue à augmenter, le volume de la productivité baisse et la balance des paiements est alarmante et déficitaire. La dépendance face aux marchés extérieurs et le fait que nous produisons pour avoir de l'argent et non pour nos nécessités propres implique une reconversion profonde de notre industrie. Devant les faits concrets qui sont la preuve de la crise qui affecte le secteur de la construction et de la réparation navales, devant l'impossibilité de faire face à cette crise sans une reconversion des moyens de production, le comité de défense appelle tous les travailleurs à démarrer une bataille économique. Ceci ne signifie pas

seulement produire davantage mais aussi lutter contre le chômage, imposer des priorités qui servent le mieux les travailleurs établir la production en accord avec les besoins et non pas en ayant comme objectif le maximum de gains. C'est pour cela que le comité de défense défend l'organisation du contrôle ouvrier de la production afin d'empêcher que la reconversion économique serve à la reconstruction du capital et pour permettre aux travailleurs organisés de décider ce qui est produit, comment, quand et pour qui.

6. A cette phase décisive du processus révolutionnaire, il revient à nous, travailleurs, de prouver concrètement non seulement nos capacités de lutte mais aussi notre conscience de classe.

A cette phase décisive du processus révolutionnaire, il nous revient à nous, classe ouvrière, de diriger l'organisation de tous les exploités, les opprimés, et de mettre en avant une tâche qui est la nôtre à tous ; la révolution socialiste.

A cette phase décisive du processus révolutionnaire, il ne peut pas y avoir de luttes d'entreprise qui ne soient liées avec la lutte plus générale contre le capitalisme et l'impérialisme ; il ne peut pas y avoir de luttes économiques qui ne soient au service des objectifs politiques de la révolution.

A cette phase décisive du processus révolutionnaire, il est nécessaire de briser les idées et les habitudes selon lesquelles nous nous intéressons seulement à ce qui se passe dans notre entreprise ou notre secteur, il faut savoir que la propre satisfaction de nos besoins et l'amélioration de nos conditions de vie passe nécessairement par la satisfaction des besoins et l'amélioration des conditions de tous les travailleurs, et que tout dépend de l'avancée du processus révolutionnaire.

A la Lisnave, la tâche prioritaire qui est la nôtre est le renforcement de notre organisation, de notre pouvoir des travailleurs, tâche pour laquelle le contrôle ouvrier a une importance fondamentale.

Lisnave, 14 juillet 75  
Le conseil de défense  
des travailleurs  
de la Lisnave

### Note sur la formule : « la classe ouvrière et les travailleurs, ses alliés »

Cette formulation est due à un débat qui a traversé le comité de défense à la Lisnave. Le débat portait sur la composition du comité de défense. Pour certains (tendance maoïste) les ouvriers seuls pouvaient être élus ; pour d'autres (tendance PCP), les techniciens y avaient aussi leur place et devaient être représentés. Finalement, après plusieurs mois, c'est la deuxième position qui est devenue majoritaire, ce qui explique cette formulation employée.

# ANGOLA

## LES MASQUES TOMBENT

L'Angola est aujourd'hui ravagée par la guerre. Les principales villes connaissent la famine, les épidémies et le difficile problème de l'enterrement de centaines de cadavres. Des dizaines de milliers de colons cherchent à se rapatrier. On en attend 300.000 ! Chaque jour, à Luanda, se déroulent des manifestations anticommunistes et anti-MFA. Des agents de l'ex-PIDE, la police politique portugaise du fasciste Salazar, déploient une activité fébrile dans les milieux portugais et aux côtés des troupes du FNLA. La contre-révolution est en marche. Ce n'est pas par des demi-mesures et de nouvelles conférences unitaires qu'on l'arrêtera.

### une impossible coexistence

Des accords conclus à Alvor était sorti un « gouvernement de coalition » regroupant FNLA, UNITA, MPLA et Portugal. En fait, dès sa naissance, ce gouvernement fut totalement paralysé par les af-



22 novembre 1974 - discours de Mobutu au stade de Kinshasa. Mario Soares et derrière lui, de gauche à droite : Holden (FNLA), Savimbi (Unita), Chippenda (MPLA).

frontements répétés entre MPLA et FNLA. L'illusion d'une coexistence pacifique sous l'égide d'un gouvernement commun n'a pas tardé à voler en éclats. Au moment même où se tenait à Nakuru une conférence qui discutait du « désarmement de tous les civils », le FNLA amorçait une nouvelle offensive. Dans toute une série de gros bourgs du Nord du pays il prenait tout le pouvoir. A Luanda même, la capitale, les exactions du FNLA se multipliaient les 9 et 10 juillet : mitraillage au siège de l'UNTA (Union des travailleurs angolais), liée au MPLA ; attaque contre celui du MPLA même ; agression contre la population des bidonvilles. Menacée d'un putsch des troupes de Holden, la direction du MPLA décida une contre-offensive : le 10 juillet elle repoussa hors de Luanda les troupes du FNLA. Depuis, malgré tous ses efforts, le FNLA n'a pas réussi à reprendre la capitale.

### les masques tombent

Dans cette guerre ouverte où il est de plus en plus difficile de ne pas choisir son camp, les masques tombent. Le FNLA, soutenu par les plus importantes fractions impérialistes et au premier chef

par les USA, totalement dépendant du soutien du gouvernement du Zaïre, confirme bien entendu son rôle de force active de la contre-révolution. A Luanda, la population a pu juger sur pièces l'activité de ce « mouvement de libération » : la « maison du peuple » du FNLA, occupée et détruite lors des derniers affrontements, n'était en fait qu'un centre de tortures : la troupe y découvrit un charnier de dizaines de victimes.

Quant à l'UNITA, qui s'était attachée à se donner une image de pseudo-neutralité dans le conflit opposant le MPLA au FNLA, il a du jeter le masque. En prenant fait et cause pour le FNLA et en plaçant ses troupes aux côtés de celles de Holden pour combattre le MPLA, l'UNITA espère tirer son épingle du jeu. Il est vrai que ses complicités dans les cercles impérialistes européens, son rôle de chien de garde des intérêts de Krupp et d'Usinor dans le bassin minier de Cassinga sont déjà des débuts prometteurs pour l'ambitieux Savimbi, leader de l'UNITA.

### le rôle de l'armée portugaise

L'armée portugaise s'est repliée sur les grandes villes, notamment sur Luanda et Nova Lisboa. La colonie portugaise, la suivant, a quitté l'intérieur du pays pour conserver sa protection.

Quel rôle peut jouer cette armée dans la guerre qui se déroule aujourd'hui ? La première chose à comprendre c'est qu'en Angola, l'armée portugaise est profondément divisée sur la question du processus de décolonisation, et cela beaucoup plus qu'elle ne l'était au Mozambique et en Guinée Bissau. En raison de la taille du pays, une partie de la troupe n'a pas connu l'écœurement d'une guerre coloniale interminable. Il faut ajouter à cela l'existence, sur place, en particulier dans les villes, d'une forte petite-bourgeoisie portugaise. Entre ce colonat ultra-réactionnaire et une partie de la troupe, il y a une certaine « osmose idéologique ». Ainsi Rosa Coutinho, favorable au MPLA, reconnaissait dans la revue Afrique-Asie avoir eu du mal à tenir certains secteurs de son armée lorsqu'il était en poste en Angola.

C'est pourquoi aujourd'hui, quelle que soit la direction du commandement militaire (le général Cardoso vient d'être remplacé par le général Macedo, réputé « plus proche » du MPLA) la présence de cette armée portugaise n'est nullement un facteur de clarification. Au pire, elle peut aboutir à un coup de poignard dans le dos des masses ; au mieux, elle peut prolonger leurs illusions et retarder leur conscience de la nécessité d'organiser l'autodéfense.

C'est pourquoi les mots d'ordre qui doivent être avancés aujourd'hui sont :

- tout le pouvoir au MPLA ;
- troupes portugaises hors d'Angola ;
- toutes les armes et le matériel au MPLA et aux milices.

### la direction du MPLA et le mouvement de masse

La direction du MPLA conserve tous les caractères d'une direction nationaliste petite-bourgeoise, dont les rapports avec les masses ont été marqués par de longues années de lutte armée rurale.



Hétérogène, sensible à la diplomatie des Etats néo-coloniaux, elle s'est contentée jusqu'en juillet dernier d'utiliser tactiquement le mouvement de masse pour renforcer sa position au sein du gouvernement de coalition.

Lors des grèves et des mobilisations sont apparus, dans les entreprises et les quartiers, des comités qui sont des formes embryonnaires d'auto-organisation et traduisent une réelle conscience anti-capitaliste. Or aujourd'hui, alors qu'elle est poussée à l'affrontement généralisé avec le FNLA, la direction du MPLA maintient une fonction ambiguë des organes populaires sans leur tracer une perspective stratégique de forme première de pouvoir d'Etat.

Par ailleurs, alors que la guerre fait rage, elle continue à se référer aux accords d'Alvor, condamnant leur « non respect » par le FNLA. Or, si le FNLA, qui était encore, le 28 avril une armée des frontières et l'UNITA un groupuscule manipulé sont aujourd'hui capables de disputer au MPLA une bonne partie du pays, n'est-ce pas précisément le résultat des accords d'Alvor qui sanctionnaient une égalité juridique des trois mouvements et permettaient au FNLA et à l'UNITA de se renforcer militairement ?

En fait l'affrontement militaire actuel n'est pas dû à un quelconque « malhonnêteté » du FNLA ; il était dès le début inévitablement inscrit dans la nature même du FNLA et de l'UNITA, cinquièmes colonnes de l'impérialisme en Angola.

### notre solidarité

Nous ne sommes pas neutres entre la CIA et le mouvement de masse, même si celui-ci reste illusionné par le nationalisme de gauche d'une direction petite-bourgeoise. En affirmant notre soutien au MPLA, nous nous adressons aux masses angolaises et nous leur disons : « nous soutenons l'organisation dans laquelle vous placez votre confiance et dont vous remplissez les rangs. Nous soutenons la seule force militaire capable aujourd'hui de s'opposer à l'offensive impérialiste. Mais notre combat contre toute exploitation et pour une Angola libérée de toute emprise impérialiste ne pourra pas être en définitive satisfait par les perspectives de la direction du MPLA. Il vous faudra dépasser ses insuffisances pour une Angola indépendante et socialiste ».

Il s'agit dès à présent, au sein du MPLA, d'œuvrer au regroupement des éléments d'avant-garde sur une ligne claire, dépouvrée des ambiguïtés actuelles de « démocratie populaire » que développent les éléments maoïstes. Seul un tel regroupement pourrait préparer l'avenir de la révolution socialiste angolaise, dans les bouleversements qui ne manqueront pas de se produire au sein du MPLA.

le 22-7-75 C. Gabriel

# FRONT UNIQUE contre le terrorisme franquiste

appel du bureau politique de la L.C.R. - E.T.A. (VI)

Depuis ces derniers mois, l'Espagne est le théâtre d'un déchainement spectaculaire de la répression contre les organisations révolutionnaires et l'ensemble du mouvement ouvrier.

Le 28 août s'ouvre à Burgos le conseil de guerre qui doit condamner à mort José Antonio Garmendia et Angel Otaegi, militants de l'ETA (V), tenus pour responsables de la mort d'un garde civil.

De même, cinq peines de mort sont requises contre des militants révolutionnaires accusés d'appartenir au FRAP et d'avoir abattu un policier près de Madrid au mois de juillet dernier.

De nouveaux procès s'annoncent : celui d'Eva Forest et d'Antonio Duran, toujours en dangers de mort, celui de « Wilson », un dirigeant de l'ETA (V) arrêté le mois dernier à Barcelone et considéré par la police comme le principal responsable de l'opération « Ogro » qui coûta la vie à l'amiral Carrero Blanco... Et d'autres encore, pour lesquels

des centaines d'années de prison sont réclamées contre des militants ouvriers, quand il ne s'agit pas de peines de mort.

Alors que se multiplient les manifestations de l'agonie où est entrée la dictature franquiste, elle multiplie les crimes contre le mouvement ouvrier.

Conscients que seule une puissante mobilisation

Aucun désaccord avec l'idéologie ou les actes des camarades dont la vie est en danger, aussi important soit-il; aucune divergence, d'ordre stratégique ou programmatique ou autre entre les partis qui se réclament des intérêts du prolétariat, ne peuvent justifier la moindre hésitation, l'abstention ou le sectarisme quand il s'agit de la vie de militants révolutionnaires, des souffrances des masses populaires.

Il faut le répéter une fois en-

\* Faire prendre en charge la lutte contre la répression par tous les organismes d'avant-garde dans les entreprises, les quartiers, les différents secteurs professionnels... et en premier lieu par les Commissions ouvrières.

En intégrant aux luttes quotidiennes des masses le combat contre les bourreaux franquistes, contre les conseils de guerre, contre la loi « anti-terroristes », on donne aujourd'hui une dimension centrale à la lutte pour le renversement de la dictature.



## le fait du prince

Juan Miguel Arcelus Betts, militant de l'ETA se trouve aujourd'hui entre les griffes de la police franquiste par la grâce du sieur Pomiatowski. Surpris par les policiers espagnols à la frontière de Béthobie le 4 août dernier, alors qu'il espérait la franchir clandestinement caché dans le coffre d'une voiture, il se réfugia dans la guerre des douaniers français croyant y bénéficier du droit d'asile. Mal lui en prit. Le matin même le ministre de l'Intérieur était venu faire une tournée d'inspection dans la région. La décision ne traîne pas. Ordre est donné aux douaniers français d'abandonner le poste qui se trouve en territoire espagnol et de livrer ainsi Juan Miguel aux tortionnaires franquistes. En Euskadi Nord plusieurs centaines de manifestants se pressent sur le champ à la frontière. La fureur se mêle à la stupeur : il faut dire que Marcelin lui-même n'aurait pas osé. Il y a, décidément, chez ce prince beaucoup de complaisance à l'égard du fascisme.

Rouge 311 page 12

populaire soutenue par un mouvement de solidarité internationale peut enrayer la terreur franquiste, nos camarades de la LCR-ETA (VI) appellent à la constitution d'urgence d'un front unique contre la répression

«...Comment sauver la vie des militants menacés, lutter contre les condamnations monstrueuses, contre les assassinats camouflés en suicides, contre la torture policière, contre l'institutionnalisation de la terreur franquiste ? Il faut construire immédiatement un front unique contre la répression. C'est la tâche centrale de l'heure pour toutes les organisations ouvrières.

core : dans notre pays, il n'y a d'autre terrorisme que celui du pouvoir. Face à la répression, tout révolutionnaire a toujours raison.

...Il ne s'agit pas seulement d'une bataille ponctuelle contre la tenue d'un conseil de guerre. Il s'agit au-delà d'un combat permanent qui ne cessera qu'avec le renversement de la dictature.

En s'appuyant sur le mouvement de solidarité avec Eva Forest, Antonio Duran, Garmendia et Otaegi, qui s'est développé depuis plusieurs mois dans toute l'Europe, en l'étendant à la lutte contre tous les conseils de guerre et contre la répression sous toutes ses formes, il faut :

\* Coordonner régulièrement tous les organismes contre la répression et les comités de solidarité, sans aucune exclusive

- Il faut lutter pour :
- \* La dissolution de tous les corps de répression
  - \* L'abolition de toute législation répressive, des tribunaux franquistes, civils comme militaires
  - \* L'épuration radicale de l'armée de tous chefs et officiers qui ont eu la moindre responsabilité dans les tâches de répression
  - \* L'exigence de comptes pour les criminels franquistes
  - \* La destruction de la dictature jusque dans ses fondations.
- A bas les conseils de guerre !  
Liberté pour tous les prisonniers politiques !  
Front unique contre la répression !  
A bas la dictature sanglante !**

B.P. de la LCR-ETA (VI)  
(IV<sup>e</sup> Internationale)



Les étudiants tentant de se rassembler pour une manifestation contre Sadate, il y a trois ans au Caire.

# Égypte VINGT COMMUNISTES EMPRISONNÉS !

Tout au début du mois de juillet, vingt communistes égyptiens ont été arrêtés et emprisonnés.

Ils sont accusés d'appartenir à la Ligue communiste internationaliste, qui se réclame de la tradition trotskyste, et de vouloir renverser le régime économique et politique égyptien pour imposer un « régime extrémiste trotskyste ».

Un journal du Caire « Al Akhbar » en date du 3 août dernier, se fait l'écho précis de rapports de la police égyptienne à ce sujet. Sous le titre « Arrestation d'une organisation communiste en relation avec les organisations communistes du Liban et de France », il est dit : « Les services de sécurité suivaient l'activité de l'organisation depuis août 1974 jusqu'à l'arrestation de ses membres en juillet dernier... L'organisation était en relation avec le Groupe communiste révolutionnaire du Liban et la Quatrième Internationale de France (qui est un groupe communiste extrémiste). Les renseignements de la Sûreté de l'Etat ont présenté des photographies, enregistrements, imprimés et documents prouvant l'activité de cette organisation communiste en Egypte... Une machine à écrire a également été trouvée ainsi que plusieurs brochures prêtes à être diffusées, dans l'appartement de l'organisation, au Caire... »

Après un sous-titre ainsi libellé : « Une organisation d'un type nouveau », le journal poursuit : « ... Abdel Magid Mahmoud (le représentant de l'accusation) dit dans son réquisitoire « au moment où il faut renforcer le front intérieur, cette ligue est venue détruire toute réalisation sur la voie du renforcement du front intérieur... » Il ajouta : « cette ligue essaie de fonder une organisation communiste secrète destructrice, non pas du type traditionnel mais une organisation extrémiste marxiste trotskyste qui établit des relations avec des organisations communistes étrangères. Cette organisation a donc

volontairement accepté d'être l'agent de forces extérieures étrangères à nos convictions. »

Utilisant l'argument classique de tous les flics du monde, portant sur le « soutien extérieur », l'article continue sa description : « Les accusés ont reconnu avoir contacté le parti du Groupe communiste révolutionnaire du Liban qui est tenu pour être une section d'un parti communiste de France (la Quatrième Internationale) ; ils formèrent une organisation communiste suivant les deux organisations et commencèrent leur activité en créant ce qu'ils appelèrent le « Groupe communiste Moustapha Khamis » ; puis l'organisation se transforma en Ligue communiste internationaliste et adopta la ligne marxiste-trotskyste ; ils dépendaient et se soumettaient au Groupe communiste révolutionnaire du Liban ; le contact et le soutien furent maintenus entre ces deux organisations. L'organisation libanaise envoya deux délégués avec des directives de l'organisation en Egypte ; ils se réunirent avec les membres de cette dernière et furent arrêtés ; il s'agit de Mozahem Takriti et de Abdel Kader Chaker... L'organisation libanaise offrit un soutien financier pour l'achat d'une machine à écrire pour imprimer les brochures et les tracts. Les membres de l'organisation égyptienne furent entraînés à l'utilisation de l'encre sympathique et en code... L'organisation libanaise leur envoya aussi des livres et des revues pour l'éducation dont la revue « Al Munadel » publiée par l'organisation du Liban... »

Un journal libanais intitulé « Beyrouth » donna dans son édition du 16 août une liste partielle des militants arrêtés. Ce sont :

— Oussama Khalil, employé de l'administration de l'Université du Caire ;

— Ibrahim Azziz, étudiant en lettres à l'Université du Caire ;

— Najwa Al Baassi, son épouse,

étudiante à la Faculté d'Economie et de Sciences politiques du Caire ;

— Randa Al Baassi, sa sœur, étudiante en commerce au Caire (le jour égyptien déjà cité « Al Akhbar » dit qu'elle est étudiante en agronomie à l'Université Ain El Chams au Caire) ;

— Mohamed Béchir Al Sibaï, employé aux Relations extérieures de l'Agence d'informations égyptienne ;

— Le Docteur Mohamed Bayouni, vétérinaire ;

— Mohamed Tayel, Ibrahim Ramadan, Mohamed Said Al Jerjawi, Atef Salem et ses deux sœurs, tous les six étudiants à l'Université du Caire ;

— trois militants ouvriers dont les noms ne sont pas révélés.

Le même journal, à la suite de cette liste, indique que « le parquet de la sûreté de l'Etat n'a pas permis aux parents des détenus emprisonnés à la prison de Al Kalaa (de la citadelle) du Caire de les visiter jusqu'ici. Certains représentants du parquet qui enquêtent dans cette nouvelle affaire de gauche ont affirmé que certains accusés ont refusé de parler en l'absence de leur avocat et que la plupart d'entre eux ont demandé à être représenté par le célèbre avocat égyptien Ahmed Nabil El Hilali. »

La presse internationale a reproduit cette information, de Bangkok à Lisbonne. Il apparaît que cette arrestation revêt une grande importance pour l'appareil gouvernemental policier égyptien. Plusieurs raisons l'expliquent.

La fonction que s'est assignée Sadate depuis plusieurs années est la réintégration politique définitive de l'Egypte dans le camp impérialiste. Pour ce faire, il a liquidé le vieil appareil d'Etat de Nasser et ouvert les portes des banques et de l'administration à l'Occident. Il a besoin des Etats-Unis pour organiser la paix avec Israël et se faire restituer partie ou totalité du Sinaï. Cette politique de capitulation doit être présentée aux masses égyptiennes comme une victoire. Elles ont été trop souvent

mobilisées et sacrifiées dans des combats contre le sionisme pour que Sadate laisse apparaître la vérité de ses tractations. Ainsi toute voix discordante, révolutionnaire, qui dénonce le régime en place représente au moins un danger de voir s'accroître le fossé entre les masses et le régime. Les manifestations et révoltes répétées des étudiants et ouvriers égyptiens au cours des dernières années ont prouvé que les masses égyptiennes étaient prêtes à de grands combats contre le régime. Capituler sur le front extérieur et réprimer sur le front intérieur sont deux axes constants de la politique de Sadate depuis son accession au pouvoir.

Un des soucis de la police et du gouvernement égyptien a toujours été de maintenir un mur entre les masses arabes d'Egypte et celles du reste de la nation arabe. La question palestinienne a eu cet effet hautement positif de politiser toutes les masses arabes dans la région et de favoriser les conditions d'une solidarité accrue entre elles. Toutes les bourgeoisies arabes luttent contre ce processus afin de maintenir l'exploitation des masses dans des frontières étatiques délimitées. Ainsi toute organisation révolutionnaire arabe, communiste, qui a pour conception l'unification des luttes de masses arabes contre les bourgeoisies en place représente un danger très réel.

Enfin, il existe en Egypte un renouveau du communisme révolutionnaire qui se produit dans des conditions de clandestinité totale à cause de l'appareil policier qui pèse sur la classe ouvrière et les étudiants. Cela n'est pas le produit d'« agents de l'étranger » comme voudraient le faire croire les flics égyptiens mais l'expression du développement de la conscience anticapitaliste et anti-impérialiste des masses, et du maintien des conceptions communistes de très nombreux anciens militants du Parti communiste égyptien qui s'est dissout lamentablement dans le parti unique, l'Union socialiste arabe.

A travers le procès de ces étudiants et ouvriers, le procès se veut instruire le régime de Sadate, c'est celui de la nouvelle avant-garde communiste qui prend forme peu à peu en Egypte, liant émancipation nationale et émancipation sociale à l'échelle de la région tout entière.

Il convient de se mobiliser contre ces machinations policières qui font délit des libertés les plus élémentaires d'expression et d'organisation, ainsi que de la libre circulation des idées et des militants par-delà les frontières.

Paris le 24 août  
G.V.



grèce

## LES FAUX PROCES D'ATHENES

● Trois des principaux représentants de la dictature militaire qui a opprimé la Grèce pendant sept années ont été condamnés à mort par le Tribunal qui les jugeait dans leur prison de Korydallos, là où ils enfermèrent des centaines de militants antifascistes.

Cette histoire des procès des organisateurs du coup d'Etat du 21 avril 1967, puis de celui des tortionnaires, puis de celui des responsables du massacre de l'Ecole polytechnique de novembre 73, empoisonne le gouvernement Caramanlis depuis son accession au pouvoir durant l'été 74. Et cela est parfaitement justifié.

### LE RETOUR ET LES MANOEUVRES DE CARAMANLIS DANS L'ETE 1974

Ce sont les militaires eux-mêmes qui ont fait appel à Caramanlis aux lendemains de leur déconfiture dans l'aventure du coup d'Etat anti-Makarios à Chypre, téléguidé depuis Athènes. Il était particulièrement étonnant de voir en juillet 1974, Caramanlis revenu de Paris dans l'avion affrété par Giscard d'Estaing, incarner le rétablissement de la démocratie, qui prêtait serment sur une Bible devant le général Ghizikis improvisé président d'une République inexistante. La scène elle-même révélait la manœuvre en cours, ou plutôt le marchandage qui avait été conclu entre le représentant de la droite parlementaire classique qu'est Caramanlis et les « démissionnaires » de la dictature militaire. Nanti du pouvoir, non par la pression des masses, mais par l'offre de la dictature et la mise sur orbite par Giscard d'Estaing, Caramanlis a fait tout pour éviter qu'une soudaine irruption des masses libérées de la terreur militaire ne vienne gêner la reconstruction d'un parlementarisme bourgeois et la mise en place d'un Etat de type gaulliste. L'objectif immédiat était de prendre possession de l'appareil d'Etat en place : l'armée, la police, sans heurter ceux-là qui avaient été placés par les militaires. Le but était clair :

en contre-partie du pouvoir et de son décor parlementaire, l'oubli et le silence devraient permettre de sauver la mise des dictateurs et leurs exécutants. C'était manœuvrer sans considération pour la renaissance des partis communistes, du Mouvement socialiste panhellénique d'Andreas Papandréou et même l'Union du Centre du dirigeant bourgeois Mavros qui fut déporté à Yaros. Tous exigèrent l'arrestation et le jugement des auteurs du coup d'Etat du 21 avril 1967. Ils en faisaient la question centrale à résoudre avant la réorganisation administrative du pays et la tenue d'élections pour une Assemblée constituante et législative. Caramanlis s'y opposa. La date des élections devint l'enjeu de la bataille entre lui et son nouveau parti, décalqué du parti gaulliste de 1958, et le centre et la gauche qui tenaient à faire des procès l'enjeu des élections à venir par les révélations et la politisation qu'ils provoqueraient.

Caramanlis, déjà en place et très avancé dans la constitution de son appareil de domination du pays, refusa de céder sur la date des élections qu'il voulait de toute manière avant les procès afin

de dominer une Assemblée parlementaire dont il pourrait tirer les lois qu'il jugerait nécessaire. Enfin, des procès risquaient, s'ils étaient tenus selon les conceptions qu'en avaient les partis du centre et de gauche, risquaient d'être ceux de secteurs entiers de la bourgeoisie grecque qui se retrouvait totalement derrière Caramanlis. Le financement de la campagne électorale incroyablement dépensière et théâtrale de Caramanlis pouvait en être compromis. Les élections se tinrent en novembre et Caramanlis obtint une victoire écrasante grâce à l'utilisation d'un découpage électoral et de droits de vote issus des années postérieures à la guerre civile. L'Eglise et les campagnes du Moyen-âge grec donnèrent les voix de la majorité parlementaire.

### LA DEUXIEME BATAILLE DES PROCES

La tenue enfin des procès a montré l'extrême mollesse du gouvernement à l'égard des accusés. Plutôt que de donner à ces procès leur nature authentique, celle de procès politiques contre une



Papadopoulos à son procès.

dictature fasciste soutenue directement par l'impérialisme U.S., le gouvernement Caramanlis a voulu les réduire à une affaire de droit pénal : les militaires se sont mis en situation d'infraction à la loi quand ils ont fait leur coup d'Etat. Manœuvre trop grossière qui n'a trompé personne dans le pays. Il restait à Caramanlis de laisser condamner à mort pour la forme les militaires, respectant ainsi une apparence de sévérité, et vite les gracier ensuite en commuant leur peine en détention à perpétuité qui se solderait bientôt par une libération et une maison de campagne.

C'est contre ces procès truqués dans leur essence, quand bien même leur forme est irréprochable, que s'est élevée la protestation des

anti-fascistes grecs, des partis déjà cités ; il est bien clair que de véritables procès mettraient en lumière les relations masquées encore entre le pouvoir actuel et celui dont il a hérité son existence actuelle. C'est cela que Caramanlis veut éviter, et c'est pour cela qu'il tient à faire du procès des tortionnaires un procès de droit commun et non d'agents d'un système politique qui a son essence dans la combinaison du moyen-âge politico-religieux grec allié au capital financier du pays et à l'impérialisme américain ou français. L'affaire est très importante et elle peut devenir le moteur d'une nouvelle mobilisation des masses grecques contre un régime qui leur fut imposé.

G.V.

## uruguay prisons surpeuplées

● A la fin du mois de mars dernier, 14 militants étaient arrêtés à Montevideo. Ils sont accusés d'être membres du Parti socialiste des travailleurs uruguayens. Leur arrestation n'a été rendue publique que plusieurs semaines après. Durant tout ce temps ils ont été soumis à la torture (chocs électriques, baignoires, etc.) qui est le moyen habituel d'interrogatoire utilisé par les forces armées uruguayennes.

Le 9 juin, pour attentat à la Constitution (depuis longtemps violée par les militaires), pour « conspiration », ils ont été condamnés à des peines de prison allant de 2 à 6 ans.

Après avoir subi 3 mois d'emprisonnement en isolement total (pas de droit de visite, pas de droit d'écrire), ils sont aujourd'hui enfermés dans de vieux wagons de chemins de fer en attendant leur transfert dans des lieux de détention « normaux » : les prisons sont tellement pleines en Uruguay, que l'armée a du mal à trouver des locaux pour « loger » les nouveaux prisonniers.

Exigeons la libération de ces camarades emprisonnés. Exigeons la libération des milliers d'Uruguayens qui croupissent dans les prisons de la dictature.

## israël

Le gouvernement israélien veut fermer « El-Shaab », quotidien palestinien publié en Jérusalem arabe.

Une fuite a fait connaître une réunion de hauts fonctionnaires du gouvernement israélien durant laquelle a été discutée la possibilité de faire cesser la publication du quotidien palestinien indépendant « El-Shaab ». Contrairement aux affirmations hypocrites du maire de Jérusalem, Teddy Kolleck, ce n'est pas pour des raisons financières que la fer-

meture du journal est envisagée. La véritable raison est l'indépendance de ce journal qui essaie malgré la censure à laquelle il est soumis et les pressions multiples des autorités d'occupation, d'être le porte-parole de la population palestinienne soumise à l'occupation sioniste « El-Shaab », au prix de sacrifices constants de ses rédacteurs et collaborateurs, dénonce dans les limites que lui imposent les autorités — les attentants permanentes aux droits les plus élémentaires des habitants des territoires occupés. C'en est trop pour les autorités sionistes qui envisagent donc la fermeture du journal. « El-Shaab » doit continuer à paraître.

## bangla.desh

# LA MAIN DES U.S.A.

● Trois années et demie de gabegie, de corruption, de spéculation éhontée ont abouti au coup d'Etat qui a mis un terme violent le 15 août dernier, au régime de Mujibur Rahman, le « père de la nation » comme son délire mégalomane l'incitait à se faire appeler.

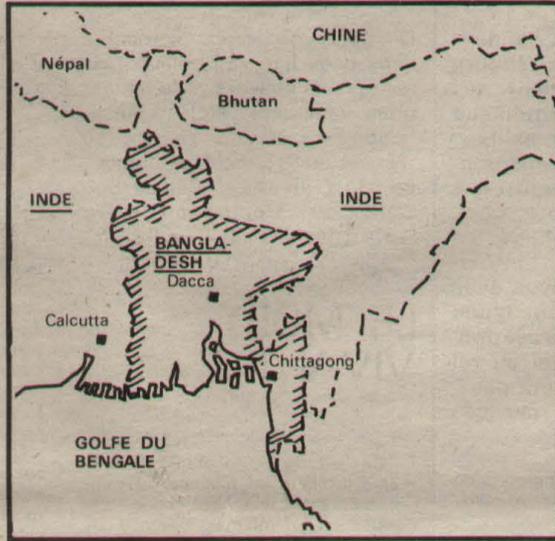
Sorte de patriarcat autocrate incapable, Mujibur Rahman s'était fait un nom dans l'ancien Pakistan unifié grâce aux persécutions qu'il avait subies en tant que figure centrale et porte-parole des nationalistes bengalis pour la sécession du Pakistan Oriental devenu depuis décembre 71, le Bangla-Desh.

Mujibur Rahman a été mis en place et au pouvoir à Dacca à la suite de la victoire des armées indiennes sur celles du Pakistan Occidental. Il a reçu de Delhi son mandat et a maintenu le Bangla-Desh dans l'orbite politique et économique de l'Inde.

Les masses bengalis qui ont doublement souffert de la politique d'occupation et de colonisation intérieure par les Pakistanais, puis de la guerre civile transformée en guerre entre Etats du printemps à l'hiver 71, n'ont jamais vu s'améliorer leur niveau de vie à la suite de l'indépendance. Un nouvel appareil d'Etat tout aussi corrompu s'est substitué à l'ancien, la réforme agraire n'a jamais connu de réalisation, et surtout la principale production agricole qui soutient la presque totalité de l'industrie du pays : le jute, a vu ses cours baisser de façon dramatique sur le marché mondial ; le Bangla-Desh qui en est le premier producteur mondial a perdu dans des proportions considérables une source de capitaux bloquant toute politique d'investissements.

Face au mécontentement qui montait dans le pays, le gouvernement n'a eu d'autre souci que de développer une répression systématique, craignant que la masse paysanne ne reprenne le chemin parcouru quatre années plus tôt dans la lutte contre l'armée pakistanaise et que des ligues paysannes armées ne se réorganisent, sortent les armes maintenues cachées depuis 1971 et entreprennent la lutte. La transformation du parti gouvernemental en parti unique signifiait la disparition des libertés démocratiques avec la censure de la presse.

L'armée faite d'officiers issus des couches sociales privilégiées, réactionnaires comme il se doit, qui a trouvé dans l'Islam l'expression idéologique de son nationalisme en



opposition à l'Inde et son contrôle est devenue le seul corps social organisé comme dans la plupart des pays du Tiers-monde. Son coup d'Etat marque l'accession au pouvoir des secteurs les plus riches de la bourgeoisie, disposant d'un appareil d'Etat qui est directement l'armée.

### LA DIMENSION INTERNATIONALE DU COUP D'ETAT

Le coup d'Etat ne répond pas uniquement à la dégradation intérieure du Bangla-Desh. Il s'inscrit très exactement dans la lutte entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis pour le contrôle de l'Asie. Il apparaissait clairement qu'aux lendemains des victoires révolutionnaires en Indochine, la pression des Etats-Unis sur les gouvernements du sous-continent indien s'accroissait. Aux mobilisations populaires organisées contre son gouvernement par des politiciens de droite qui incarnaient un danger de plus en plus net, Indira Gandhi répondit par une répression dont les formes s'apparentent à un coup d'Etat éliminant le peu de libertés démocratiques dont pouvaient disposer les partis politiques dans le pays. Réprimant dans la foulée toute la gauche et l'extrême-gauche, à l'exception du P.C. indien qui la soutenait, conformément à l'orientation de Moscou, Indira Gandhi adressait de fait un avertissement aux Etats-Unis. C'est au

Bangla-Desh que les américains et leurs alliés islamiques pétroliers ont trouvé la brèche. L'affaire est très lourde de conséquences pour l'Inde. Grevé par les dépenses militaires écrasantes, le budget indien va devoir encore davantage sacrifier aux dépenses militaires. Le Bangla-Desh dont l'armée va être réarmée et réorganisée par les Etats-Unis représentera sous peu une menace sur les frontières orientales de l'Inde. Ainsi se recompose pour l'Inde la tennaille ancienne des deux parties du Pakistan qui avait sauté lors de la guerre de 1971. Ensuite, le gouvernement indien qui s'est engagé depuis des années dans des combats de répression des peuples des régions entourant le Bangla-Desh par l'est, le nord et l'ouest, voit se transformer les conditions de la répression des mouvements autonomistes du Mizoran, du Nagaland entre la Birmanie et le Bangla-Desh. Il est hautement vraisemblable que les directions de ces mouvements nationalistes se verront proposer d'une manière ou d'une autre une aide intéressée en provenance des Etats-Unis par le biais du nouveau régime en place à Dacca. Ce sont autant de conditions nouvelles qui vont peser lourd dans les choix d'un gouvernement indien dont le caractère autocrate et répressif de plus en plus marqué, isole toujours plus des masses, quand la situation sociale se dégrade régulièrement et que les frontières vont redevenir des lignes de démarcation d'armées en attente.

G.V.

## laos

# la révolution victorieuse

● La phase finale de la destruction de l'impérialisme au Laos a revêtu un caractère presque administratif et s'est achevée dans un silence et un calme rares pour le couronnement d'années de luttes sous la direction du Pathet-Lao.

La constitution récente à Vientiane d'un Comité révolutionnaire prenant en charge l'administration de la ville a marqué la fin de la présence organisée de la bourgeoisie laotienne et donc de l'impérialisme qui a perdu ses relais dans le pays. Peu à peu étranglé, le régime fantôme s'est effondré par pans successifs. D'abord la droite a perdu son support armé par la disparition de l'armée du général de la CIA Van Pao, puis l'aile droite du gouvernement de coalition a capitulé en emportant ses bagages et ses bijoux à Bangkok. Les forces armées du Pathet-Lao ont alors étendu leur contrôle sur la presque totalité du pays à l'exception encore dans les derniers mois des deux villes principales du pays : Louang Prabang et Vientiane. De fait, le Pathet-Lao avait gagné la guerre de libération nationale après la déroute des forces de la contre-révolution au Cambodge et au Vietnam du Sud en avril dernier. Le gouvernement neutraliste en place au Laos n'était plus qu'une baudruche sans réalité sociale et militaire que le Pathet Lao laissait en place.

Au moment de la constitution de ces Comités révolutionnaires à Louang Prabang et Vientiane, plus rien n'existait au Laos de forces organisées et armées de la bourgeoisie urbaine, terrienne et commerçante, capable d'endiguer la montée de la révolution.

Il ne restait plus aux forces révolutionnaires qu'à se saisir de Vientiane et de Louang Prabang et y mettre en place les structures administratives nouvelles.

S'il demeure un pouvoir neutraliste en place, il est sans effet et devra bientôt céder le pas dans les formes à l'exercice réel du pouvoir révolutionnaire maintenant établi partout : dans les villes, les campagnes et dans l'armée de libération. La reconstruction sociale et économique du Laos, ravagé par les bombardements américains, soumis aux exactions des armées blanches et dont la population a été déplacée sans cesse, est la tâche du pouvoir révolutionnaire de fait entre les mains du Pathet Lao.

L'affirmation faite en faveur d'un Laos neutre manifeste la volonté de la direction du pays de n'être pas prise comme enjeu du combat fractionnel des deux bureaucraties chinoise et russe pour la constitution de zones de contrôle économique et politique dans leur affrontement en Asie. La politique du Laos à l'égard de la Chine comme de l'URSS ne peut que s'aligner sur celle du Vietnam et du Cambodge tout en maintenant comme c'est le cas pour Pnom Penh et Hanoi-Saigon une identité spécifique dans le concert des nouveaux Etats indochinois.

La défaite finale de l'impérialisme au Laos libère toute l'Indochine. Un demi siècle de luttes et de sacrifices immenses ont fait des trois peuples indochinois l'exemple le plus fort et le plus héroïque pour tous les combats de la révolution mondiale à venir.

La révolution chinoise avait marqué la première phase de la révolution prolétarienne en Asie. Les révolutions indochinoises combinées en constituent la deuxième phase victorieuse. Maintenant commence une nouvelle phase de la révolution en Asie dont la crise Thaïlandaise est une première manifestation confuse, mais dont le sous-continent indien sera le théâtre le plus vaste et le plus décisif.

au pays de Messmer

# UN REGIMENT BIEN ORDINAIRE...

un livre noir de la vie quotidienne à l'armée

Les comités de soldats ne se sont pas volatilisés pendant les vacances. Celui du 1<sup>er</sup> Régiment d'infanterie de Sarrebourg vient de prendre une initiative exemplaire. Patiemment, ses militants ont recueilli des informations sur la vie quotidienne dans leur caserne, les scandales dont elle est émaillée ; rassemblées en un dossier volumineux, ces informations constituent le « Livre noir du 1<sup>er</sup> R.I. » qui circule largement dans les casernes de l'Est de la France.

Le livre noir est composé de huit parties : le gaspillage, les vols divers commis par l'encadrement, les brimades, l'intoxication politique des appelés... tout y est passé en revue avec beaucoup de minutie. Les accusations du Comité sont d'une précision redoutable ; lorsqu'un officier est mis en accusation, son nom est cité ainsi que le jour où il accomplit tel ou tel acte. Difficilement réfutable. Et les témoins ne manquent pas !

Le résultat est assez accablant. Qu'on en juge par ces courts extraits du Livre noir.

« Le mardi 19 novembre 1974, le capitaine Fétu part avec quelques camions et quelques hommes pour faire soi-disant des « confirmations de permis ». En réalité l'itinéraire emprunte la « Route des Vins » en Alsace et Fétu s'arrête chez les viticulteurs. Il explique que son régiment (qu'il présente comme le 26<sup>e</sup> R.I. de Nancy) organise une tombola de bienfaisance (!) et il demande quelques lots sous forme de bouteilles. Ce pieux mensonge, maintes fois répété rapportera environ 300 bouteilles à son auteur ! De retour au quartier Rabier, Fétu entreprend de revendre son butin à des collègues officiers ou sous-officiers pour 7 à 8 F la bouteille ! Faisons le compte ensemble : 300 x 7 = 2.100 F de bénéfice ! Mais ce n'est pas tout car depuis Fétu a recommencé au moins une ou deux fois !... »

« Mais ne noircissons pas trop nos chefs : il arrive qu'ils rendent ce qu'ils ont pris ! C'est le cas par exemple pour le rouleau-compresseur utilisé par Fétu pour aménager le terre-plein devant la C.C.S. à Pâques 74. Ce rouleau provenait d'un chantier routier et Fétu l'avait envoyé prendre en remorque par un camion. Toute la journée il a aplani le lieu du rapport et puis il a été rendu à sa place. Fétu a déclaré à cette occasion : « Il n'avait qu'à pas traîner ! ». Un objet trouvé en quelque sorte... »

« La neutralité de l'armée dans la politique intérieure française est une pure fiction au 1<sup>er</sup> R.I. »

Au rapport hebdomadaire précédant les élections présidentielles en mai 74, le colonel Simon n'hésite pas, devant tout le régiment, à déclarer : « Dites surtout à vos parents que les députés ont bien fait leur travail... C'est grâce à eux que nous avons pu améliorer votre situation », etc. Il fait comprendre clairement qu'il faut « bien voter », et ce conseil est

repris avec insistance aux rapports de chaque compagnie pendant la même période.

En janvier, lors d'une réunion sur les permissions, on a entendu Simon dire : « Les parents des appelés de cette région ont bien voté (à droite, Messmer, Maire de la ville), on peut leur accorder des permissions (sic) ».

Au 2<sup>e</sup> Classe Sabouret qui demandait un imprimé pour voter par correspondance, l'adjudant Lacor (alors adjudant de compagnie à la C.C.S.) refuse tout net en déclarant : « Ça ferait une voix du plus pour Miterrand, pas question ! ».

(...)

« En plus de cet aspect d'« occupation » que prend une ville de garnison comme Sarrebourg, il y a une pénétration plus insidieuse de l'armée dans la société locale. Ce sont les cas où les militaires prennent la place des civils dans certaines activités quotidiennes.

Un exemple :

Les appelés de la 3<sup>ème</sup> Cie ont servi de rabatteurs, pendant une chasse sur la propriété de M<sup>re</sup> Floriot ! En échange de cette petite politesse, celui-ci avait naturellement invité à cette chasse quelques « huiles » de notre régiment ! Bien entendu les appelés n'ont pas été payés... »

**La morale de l'histoire ? Ce sont les soldats de Sarrebourg eux-mêmes qui la tirent :**

« Il est important de rappeler que ce petit échantillon de la vie militaire, s'il est prélevé au 1<sup>er</sup> R.I. n'est pas spécifique du 1<sup>er</sup> R.I. Nous sommes certains que c'est partout pareil, et nous pourrions d'ailleurs citer des exemples de faits ou de pratiques semblables dans d'autres casernes. Le système militaire est irrécupérable, on ne peut pas le réformer, il faudra le détruire et en attendant, il faut au maximum l'empêcher de nuire. »

# genres «mineurs» et politique

On peut voir en ce moment à Paris deux films qui relèvent de genres dits mineurs — le fantastique vampirique et la science-fiction — mais qui traitent de thèmes ouvertement politiques : **Le Mort vivant** (1974) de Bob Clark, et **Population Zéro** (1971) de Michael Campus.

## LE MORT VIVANT

On sait depuis longtemps que le thème littéraire ou filmique du vampirisme est une projection inconsciente en mythes naïfs d'une angoisse sociale, bien marquée dans le cas de la mode vampirique de la période pré-nazie. Le film de vampires occupe à nouveau la première place du film d'horreur. Mais l'horreur réelle de notre époque est pire : par exemple celle de la guerre du Vietnam, où le comble n'était même sans doute pas cet assaut de nuit dans une forêt fantastique éclairée au napalm, d'écouter, médusé, le copain frappé à mort par une balle venue de l'ombre et qui hurle interminablement une souffrance que n'infligea jamais nul loup-garou. N'y a-t-il pas de quoi, quand on est touché mortellement à son tour, suspendre son agonie par on ne sait quelle colère, mépris, ou simple questionnement. Ainsi commence **le Mort vivant**.

Puis on passe à la famille du mort : espoir et mauvaise conscience. Le père a poussé le fils à s'engager. Par quel mélange de conformisme et de volonté sacrificielle. Mieux, dans quelle mesure le conformisme institutionnalise-t-il le meurtre rituel du fils ? La mère elle, est tout attachement oedipien au fils. Voilà les éléments du déchirement de ce couple vers la mort. Cette mort omniprésente c'est d'abord l'annonce de celle du fils, puis celle du camionneur qui a pris en stop ce fils mort et qui revient.

A partir de là on va retrouver — non sans naïvetés et suspenses complaisants — tous les thèmes classiques du vampirisme, mais chargés chacun de sens nouveaux, ceux de l'effrayante réalité. Innombrables sont les Américains qui savent que les G.I.s. qui ont trop vu la mort en face reviennent souvent méconnaissables, mûrés dans la contemplation muette de l'« autre côté », que souvent aussi, une coupure semble s'être établie entre leur être antérieur et leur être nouveau. Ainsi la

fiancée pourra-t-elle regarder sans effroi le nouveau visage stigmatisé de celui qu'elle attendait semblable à l'image qu'elle en avait gardée ? Il y faudrait peut-être plus d'amour que celui des idylles qui se nouent sur la banquette arrière des voitures du samedi soir. Celle-là ne supportera pas la vision de « ce qu'ils ont fait de lui ». Et, par là, elle se condamne, elle aussi.

L'atrocité de la guerre n'est pourtant pas chose nouvelle. Mais la vieille génération, elle, n'a pas mis idéologiquement en cause les fins et les moyens de la Deuxième Guerre mondiale, voire de la Corée. Les anciens « savent ce que c'est » et trouvent les jeunots bien fragiles des nerfs. Ce fossé de génération est de grande importance pour une Amérique qui n'en voit pas clairement les causes sociales. L'effroi du médecin, à qui le jeune soldat fait constater qu'il est mort (par lui, pour lui) tient à ce que cela signifie en fait de constat de sa propre mort, celle de ses semblables et au-delà de sa classe, avec sa civilisation à la conscience double (il fallait tuer là-bas, pas ici, mais il arrive que l'habitude du meurtre et de la torture ne s'enlève pas comme une crasse en reprenant pied sur le sol des Etats-Unis). Ou vous serez tués par ceux à qui vous avez fait subir cela, ou alors, pour défendre la société, vous prenez les devants et les tuez. Ici, l'Amérique terrasse son spectre. Seule la mère, si elle ne comprend pas plus que les autres, au moins n'a pas voulu cela, était contre. Elle aime et aide son fils à retrouver sa tombe. Son lot à elle, dans ce monde en chaos, en sera la démente.

Le film dit tout cela, dans son langage obscur, chiffré consciemment et inconsciemment, tout ce que les Etats-Unis ne peuvent pas encore se dire en clair et qu'ils appréhendent ici en mythe. Car les problèmes que l'on peut résoudre, on se les pose comme problèmes.

## POPULATION ZERO

C'est vrai, 90 % de la science-fiction est réactionnaire, qu'elle soit utopie technicienne politiquement crétinisante ou contre-utopie réactionnaire prétentieuse. Qu'est-ce qui s'oppose en général aux hommes-robots-communistes des temps futurs ? Des individualistes mi-Zorro mi-gangster comme dans Alphaville. Qui sauve de la dégénérescence fatale les efféminés intellectuels d'un monde d'abondance ? Une bonne brute

# LE MORT VIVANT

(DEAD OF NIGHT)

PRIX  
DU MEILLEUR  
SCENARIO  
DU CINEMA  
FANTASTIQUE



« naturelle » mi-C.R.S. mi-néanderthal, et fort sexuée (Zardoz). Mais cette orientation du genre n'est pas une fatalité. Après, l'an dernier, le puissant **Soleil Vert**, et sur le même thème, **Population Zéro** est un bon film de mise en garde. On sort avec lui du scientisme infantile comme de l'anti-science moralisante. Le monde de **Population Zéro**, c'est un lendemain possible en cas d'échec de la révolution socialiste, la forme que pourrait prendre la barbarie; pas le monde transformé par une découverte, simplement les sciences et techniques actuelles un peu poussées dans la même logique capitaliste jusqu'à un nœud dialectique où tout chavire en enfer. La science-fiction revient à son origine, se refait anticipation, c'est-à-dire politique.

L'atmosphère polluée est devenue brouillard empoisonné à couper au couteau, au milieu duquel on circule masqué, respirant ici et là à des inhalateurs d'oxygène. En revanche, dans les intérieurs climatisés, tout brille de lumière électrique. Les fleurs sont en plastique et la nourriture chimique est en tube. La radioactivité de la dernière guerre mondiale et la pollution ont rendu la terre incultivable et la mer morte. L'homme est le seul animal supérieur survivant : chats et chiens ont rejoint les brontosaurus au musée. Et voilà que la croissance humaine atteint un seuil de saturation. Il faut stopper. Plus de naissance pendant vingt ans ! C'est ce qu'annonce l'autorité lointaine par émission sur écran géants. Les contrevenants sont passibles de la peine de mort. A l'instinct maternel on accorde un ersatz infantilisant : des poupées mécaniques perfectionnées, personnalisées. D'où deux formes de réaction hystériques : la dénonciation des fraudeuses et des leurs vrais bébés, ou la passion démente, le déchirement pour partager, puis s'emparer de ce trésor inestimable : un véritable enfant, celui de la femme qui a osé.

Celle-là, entraînant son compagnon — représente l'ouverture sur l'avenir, la révolte — ô combien fragile — pour un monde autre. Par des égouts-cimetières de voitures monstrueux, le couple parviendra à rejoindre la mer — où le plancton se recompose lentement — puis un sol de ruines infernales où l'on peut espérer que la radioactivité ne tuera pas les trois robinsons d'un redépart de l'humanité.

A l'heure de la lutte pour le droit à la contraception, il est bon de montrer que son refus, son insuffisance, pourraient amener ceux qui s'y opposent à son contraire, aussi inhumain et, par conséquent, que c'est un tout que la lutte pour la maîtrise de son propre corps, la revendication du droit à la contraception aujourd'hui impliquant seule la garantie du droit à la conception (1).

Aujourd'hui comme hier, si le grand réalisme (psycho social) est l'art des question du temps, répond — avec ses méthodes — aux problèmes globaux que nous avons à résoudre aujourd'hui, c'est plus efficacement les genres « mineurs » qui abordent en tatonnant et unilatéralement les problèmes de demain. Peut-être est-ce que, depuis la victoire du rationalisme, prophétiser ne peut plus aller sans évidence naïve. Mais ceux à qui « on ne le fait pas » ont toujours tort de rire : le rationnel n'est pas sûr et la fiction grotesque ne dépasse souvent la réalité que pour l'annoncer.

Michel LEQUENNE

(1) Un critique du *Nouvel Observateur* a vu dans ce film une « utopie réactionnaire » illustrant les thèses de « Laissez-les vivre », ce qui doit prouver ou qu'il n'a pas vu le film ou qu'il ne sait pas lire l'écriture filmique ; en effet un film dans le film expose clairement les responsabilités qui sont à l'origine de ce monde contre-utopique : les industriels (capitalistes) et leur rage de croissance, les idéologues natalistes (on voit le pape bénir les vrais hommes-robots-fourmis, ceux d'aujourd'hui).

## AUTOCRITIQUE

*Des camarades m'ont fait remarquer que la parenthèse de mon article sur Allonsanfan qui donnait l'ambiguïté comme toujours réactionnaire, était erronée dans sa généralité. Ils ont raison. Dans les conditions de censure et de répression, l'ambiguïté peut être subversive. Ce n'est que dans les conditions de liberté d'expression qu'elle ne se justifie pas et devient réactionnaire, ce qui est le cas pour Allonsanfan.*

M.L.

Cette  
semaine



# DANS L'OBJECTIF

## UN FILM

### La fleur et le fusil

Gérard Valet, cinéaste de la télé belge, s'est promené assez longuement au Nord Vietnam fin 74 et début 75. Hanoi, les environs d'Hanoi, puis plus au Sud, les régions contrôlées par le G.R.P... Le film qu'il en a ramené est sympathique et intéressant ; on regrette, sur un pareil sujet, que le reporter n'ait pas été génial, et c'est injuste.



« La fleur et le fusil »

## DES LIVRES

### Science-fiction

Deux romans récents, qui ont des points communs : ils sont publiés dans des collections assez chères, ils partent d'un thème classique de littérature fantastique, ils le traitent sur un ton moderne, et essentiellement psychologique ; ils sont excellents.

**QUI ?** d'Algys Burdris, démarre comme un roman d'espionnage : un savant travaillant à un projet secret est gravement blessé par une explosion ; il est kidnappé par les Russes, qui renvoient ensuite aux Américains un « homme » presque entièrement

artificiel, fait de prothèses métalliques multiples. Est-ce bien le savant ?

**LE LIVRE DES CRANES** de Robert Silverberg, relate la quête de l'immortalité qu'entreprennent quatre étudiants américains, à la suite de renseignements trouvés dans un grimoire. Dans les deux cas, ce qui est privilégié est l'analyse psychologique ; le problème de la personnalité dans *Qui ?*, l'évolution des quatre jeunes gens dans leur quête, pour le livre de Silverberg. Deux nouvelles démonstrations des étonnantes possibilités de la S.F. en ce qui concerne la littérature tout court.

P.L.T.

### Romans policiers

Dans les séries *Noire* et *Super-noire*, de Gallimard, on peut négliger sans remords *Le pot des anciens*, de Malstrom et Orceyre, *La vie en rouge*, de Max Collins, *L'Intouchable* (reportage journalistique sur un caïd de la drogue), de Clark et Horrock, *Sept jours à tuer* (espionnage classique) de M. Eden, *Derrick au poing* (suspense sur plate-forme de forage en mer) des Français Bastid et Martens. Côté suspense, par contre, excellent *Un quidam explosif*, de Charles Williams, l'auteur de *Fantasia chez les plocus*, mais qui sait écrire aussi autre chose que des romans marrants ; dommage que les titreaux de Gallimard se croient obligés de faire des titres spirituels, qui déflètent bêtement le suspense. Côté rire, d'excellents moments avec *Envoyez la fumée* d'Ed McBain, *J'suis pas dans le coup* de J.S. Blazer, et *Les malheurs de Lily*, de Tony Kenrick. Les meilleurs bouquins récemment parus sous la célèbre couverture noire sont quand même dramatiques : **le maton enragé**, de Ron Kurz est une étonnante chronique de la vie d'une prison, avec un gardien de bonne volonté et un « imprécateur » ; **Nuit de terreur**, de Jeff Rice, commence comme un roman fantastique modernisé, avec tout ce que ça a de banal et d'attendu (imaginez un vampire sévissant de nos jours à Las Vegas), mais se termine sur une chute inattendue qui vous donne un froid dans le dos garanti (sinon écrivez-moi pour m'engueuler).

P.L.T.

janvier 76, chaque jour dans les luttes,

# ROUGE quotidien

journal d'action communiste

## Tous à Paris

# 18/19 octobre, Halles de la Villette

Nous avons jusqu'à maintenant rendu compte dans ces colonnes des progrès de la souscription et des préparatifs de la fête-forum. Mais nous devons aussi des comptes sur la préparation du Quotidien rouge et de son imprimerie. Alors, faisons le point.

D'abord, quelles difficultés avons-nous rencontrées ? Elles étaient et sont encore fort nombreuses. Personne chez nous n'a eu à créer une entreprise de presse avec son appareil de production : c'est donc à tâtons que nous avons essayé de mettre au point une méthode de travail. La division du travail, la spécialisation souvent étroite imposées dans les entreprises capitalistes n'ont pas

facilité les choses : chaque camarade consulté avait une vision limitée à un poste de travail et nous devions pourtant envisager les choses dans leur totalité, depuis la rédaction jusqu'à la diffusion du journal. En outre, si même nous parvenions collectivement à voir le quotidien dans son ensemble, il était difficile de réunir des techniciens de haute volée pour chaque étape de la fabrication. On ne s'improvise pas photographe ou conducteur de rotative. Enfin, il fallait traiter simultanément les problèmes techniques, comptables, juridiques et fiscaux car dans chacun de ces domaines se présentent des pièges qui peuvent coûter cher. Il est évident que nous avons travaillé

par approximations successives et que nous continuerons ainsi. A chaque étape nous réduisons les marges d'erreur de l'étape précédente. Par exemple le premier projet d'imprimerie prévoyait une douzaine de camarades au travail ; le plus récent (fin juillet) en prévoit plus de vingt et nous en resterons probablement là.

### METHODE

Voyons un peu comment nous nous y sommes pris. D'abord s'est constituée une équipe technique composée de quatre camarades : deux techniciens, un comptable et un secrétaire assurant la coordination des travaux. Cette équipe a travaillé sous le contrôle des dirigeants du journal et du bureau

politique de la L.C.R.

Son premier travail a été de dresser l'inventaire des travaux à effectuer. En effet nous n'installons pas une imprimerie que pour le quotidien : on ne peut pas investir 200 millions d'A.F. dans une installation qui ne travaillerait que quelques heures par jour et parallèlement faire imprimer le reste de nos publications chez des imprimeurs capitalistes. Nous avons donc décidé que tout ce que nous publions serait imprimé par nous : *Marx ou Crève*, *le Cahier de la Taupe*, les brochures et les livres, les affiches et les tracts, etc. Nous avons ainsi établi un « cahier des charges » permettant de définir le matériel nécessaire et les locaux dont nous avons besoin. De même

## LA FETE ROUGE



Le rassemblement s'inscrit dans le déroulement de la campagne pour le lancement du QUOTIDIEN ROUGE qui paraîtra dès janvier 1976.

La fête / rassemblement / forum marque une étape importante dans cette campagne, permettant la rencontre et la confrontation de milliers de révolutionnaires, au niveau européen.

Il s'agit d'une initiative nationale de la LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE où seront présentes des délégations massives des sections européennes de la QUATRIEME INTERNATIONALE ; un éventail très large de débats aura lieu avec les dizaines de milliers de travailleurs et militants révolutionnaires qui participeront à cette manifestation.

Les bénéficiaires de la fête s'inscriront dans la campagne de souscription des « 200 MILLIONS » pour le Quotidien Rouge.

### QUELLE FETE ?

Le débat sur « la fête » en général traverse la Ligue communiste révolutionnaire comme l'ensemble des courants politiques ou ceux « en rupture » avec un « certain militantisme classique ». Ce débat interpelle chacun, individuellement, s'inscrivant dans le cadre plus général de « politique et vie quotidienne », d'une amélioration des rapports humains, etc...

Le caractère répétitif des fêtes d'extrême-gauche nous amène naturellement à vouloir sortir des sentiers battus.

Cependant, les impératifs financiers et les échéances restreignent le champ des possibilités.

Une organisation révolutionnaire, aujourd'hui, peut difficilement mettre en place, réaliser une « fête différente ». Nous tenterons d'en débattre tous ensemble les 18 et 19 octobre, et essayerons d'ouvrir la brèche.

Nous devons toutefois tendre à une réelle animation globale du lieu choisi, les Halles de la Villette, permettant à des dizaines et des dizaines de créateurs et artistes de toutes disciplines de « faire la fête » avec nous.

Nous avons fait le choix de réaliser une fête très éclectique au niveau de la programmation artistique, de façon à toucher un maximum de publics divers.

L'animation éclatée de la fête sera la partie la plus difficile à réaliser et à mettre en place. Pour combattre l'aspect un peu triste du lieu de la fête, il est nécessaire que partout, entre les podiums, les lieux de débats, les stands, les restaurants (aux prix modiques !) aient lieu en permanence des sketches, des tours de chant, des mimes, des montages audiovisuels qui se déplacent ou se refont un quart

d'heure après ; cette animation « tréteaux » présente partout, prendra la formule « cabaret » dans les lieux de restauration.

### QUELLE PROGRAMMATION ?

Actuellement, en pleine période de vacances, il est difficile de contacter tous les artistes susceptibles de venir.

Dès à présent, ont répondu favorablement :

G. Moustaki, P. Ibanez, F. Béranger, Imago, Cuarteto Cedron, Higelin, Imanol...

Quant à la musique pop, nous pouvons déjà annoncer « Can », « Keith Tippett band » (groupe de 50 musiciens avec Julie Driscoll !), « Frenchies », « Lard Free », « Ex-Magma » etc...

D'autre part nous souhaitons toucher le maximum de troupes, comédiens, chanteurs, peu ou pas connus, pour réaliser avec nous l'animation, d'une initiative de cette ampleur.

Quelques troupes ont décidé de travailler avec nous pour animer l'ensemble de la fête : Théâtre du Chaudron, La Fanfouille d'Orléans, le Théâtre Danse Expérience...

Il importe de pouvoir compter sur des dizaines et des dizaines de gens désireux peut-être de se faire connaître, mais surtout de créer une vaste fête durant deux jours.

### LES DEBATS

Une série de débats centraux auront lieu, peut-être plusieurs fois. Notamment : luttes ouvrières, paysans, l'habitat, la santé, les jeunes, l'armée, la drogue, le nucléaire, les immigrés, police, justice, l'école, l'autogestion, le Portugal, l'Espagne, combat culturel, vie quotidienne, ainsi que sur la fête elle-même.

# FETE FORUM GALA RASSEMBLEMENT

nous avons pu dresser un plan d'investissement, c'est-à-dire préciser comment seraient employés les 200 millions d'anciens francs. Nous avons pu également établir le « timing » de la production, c'est-à-dire les délais dans lesquels chaque opération devrait être exécutée. D'où nous avons déduit les effectifs au travail.

## LE MATERIEL

Pour définir le matériel, nous avons évidemment consulté de nombreux camarades, dont certains sont venus de l'autre bout de la France. Ainsi nous avons réuni un technicien de fabrication, deux photographeurs, un conducteur de machine, des maquettistes, des camarades employés sur des

machines typos et offset. Nous avons également profité de l'expérience des camarades belges qui éditent et impriment *Inprecor*.

Alors voilà ce que nous voulons acquérir, et voilà ce qu'il en coûte. Les prix sont souvent approximatifs, car il s'agit d'un matériel qui sera d'occasion.

● **composition** : C'est la transformation en caractères d'imprimerie des copies manuscrites ou dactylographiées des rédacteurs. Nous utiliserons cinq claviers et nous en aurons un de rechange. Comme nous en avons déjà trois actuellement, il n'en reste que trois à acheter : *coût de l'opération* : 108.000 N.F.

Ces claviers frappent sur des bandes qu'elles perforent. Pour être

traduites en textes lisibles, il faut faire passer les bandes dans un petit ordinateur. Il nous faudra deux de ces appareils et nous en avons déjà un : *coût de l'opération* : 150.000 N.F.

La correction des fautes peut se faire manuellement ou automatiquement. Nous avons fait l'expérience de la première manière et nous savons que c'est trop long pour un quotidien. Nous achèterons donc un écran correcteur. *Coût de l'opération* : 160.000 N.F.

Enfin, comme nous tenons à nous mettre à l'abri de pannes toujours possibles, nous achetons une rechange de la partie la plus fragile des ordinateurs (circuit imprimé). *Coût de l'opération* : 20.000 N.F. **Total pour la composition** : 438.000 N.F. ou 43,8 millions d'anciens francs.

● **Laboratoire photo** : la technique offset impose que chaque page soit transformée en film. Nous aurons donc un laboratoire de photogravure avec une caméra et ses installations annexes : machines à développer, bains, etc... *Coût de l'opération* : entre 23.000 et 43.000 N.F.

● **Matériel d'impression** : Il nous faut une rotative et une offset feuilles (2). Sur la première machine nous pourrions tirer l'essentiel des publications. Sur la seconde nous imprimerons les couvertures cartonnées des brochures et les affiches. La rotative pour être pratique, devra être couplée à une plieuse et une agrafeuse. En outre nous exigeons qu'elle tire 20.000 exemplaires à l'heure. *Coût de l'opération* : entre... 250.000 et 600.000 ! tout dépend du marché de l'occasion. Quant à l'offset feuilles elle coûtera entre 35.000 et 100.000 N.F. **Total pour l'impression** : entre 285.000 et 700.000 N.F.

Nous ne donnons pas tout le détail car il y a encore beaucoup de matériel annexe qui représente quelques 20 millions d'anciens francs. Précisons aussi que les chiffres indiqués sont hors taxes.

## LES LOCAUX

Nous avons trouvé un petit paradis de 2.000 m<sup>2</sup> dans lequel nous pouvions loger l'imprimerie, la rédaction et l'administration du

journal. Malheureusement nous avons dû y renoncer pour l'unique raison que le bruit de la rotative la nuit (entre 23 h et 2 h du matin) aurait gêné les voisins. C'était fin juillet.

Nous sommes donc repartis pendant le mois d'août à la chasse aux locaux. Quand vous lirez ce numéro de *Rouge*, nous aurons sans doute vu tout ce qui nous est offert et nous aurons peut-être même pris une décision. Indiquons tout de suite qu'il en coûte (c'est un ordre de grandeur) : droit au bail, environ 200.000 N.F., frais d'enregistrement environ 32.000 N.F. et loyer d'avance environ 90.000 N.F.

**Total pour les locaux** : 322.000 N.F.

Et ceci n'intègre pas les frais d'aménagement.

## PREMIERES CONCLUSIONS

Si vous prenez un papier et un crayon, vous pourrez vérifier l'addition : entre 1.268.000 et 1.703.000 N.F.

Ces chiffres sont hors taxes (en moyenne 20 % en plus) et ne comprennent ni l'aménagement des locaux, ni l'installation de la rédaction, ni les frais de constitution de sociétés. C'est dire qu'il n'y aura rien de trop avec les 200 millions d'anciens francs !

En outre, nous indiquons que nous avons un besoin urgent de conseillers, techniciens pour nous guider ; il nous faut des avis tant sur les questions techniques que sur celles concernant l'aménagement des locaux. Des architectes, des maçons, des plombiers peuvent nous donner d'utiles renseignements. Peut-être avons-nous aussi des lecteurs qui peuvent nous indiquer des locaux intéressants, des machines d'occasion. Avec la rentrée, toutes les énergies doivent être mobilisées : on démarre.

(1) Nous reviendrons dans un autre numéro de *Rouge* sur la question des postes de travail en montrant comment et dans quelles limites nous pourrions instaurer de nouvelles formes de l'organisation du travail, comment le politique et le technique s'articulent et s'interpénètrent.

(2) On entend par rotative une machine qui emploie des bobines de papier et par offset-feuilles ou offset à plat, une machine qui emploie des rames de papier. Pour ceux qui tirent à la Ronéo, il y a entre les deux modèles la même différence qu'entre une SAM et une Gestetner.

## LES BALS

Nous avons retenu l'idée de trois ou quatre bals, en même temps, avec un roulement dans les types de musique et les rythmes. Permettant ainsi à quiconque d'animer un lieu, de faire danser autour de lui... la soirée s'achevant sur un bal central, autour du grand podium.

## LES LIEUX DE SPECTACLE

Nous pouvons compter dès à présent sur :

- un grand podium avec périmètre pouvant recevoir jusqu'à 40.000 personnes ;
- un petit podium avec périmètre pouvant recevoir jusqu'à 8.000 personnes ;
- un ou deux marabouts de 500 places pour les débats ;
- une série de lieux d'animation « tréteaux » disséminés dans l'ensemble des halles et notamment dans les restaurants ;
- un espace-atelier pour les enfants ;
- quatre lieux pour les bals du samedi soir.

## COMMENT NOUS CONTACTER ?

Tous ceux qui veulent nous aider peuvent nous joindre au local de *Rouge* — 10 impasse Guéménée. Une permanence spéciale est assurée tous les jeudis de 19h à 21h. Tél : 272-88-96.

## BONS DE PARTICIPATION

30F pour les deux jours. Passez vos commandes à *Rouge*.

C'est cher, nous le savons mais les frais d'investissement pour un tel rassemblement sont très élevés, plus élevés que pour une fête en plein air et puis il va falloir beaucoup d'argent pour aider à payer le voyage de ceux qui feront plusieurs centaines de kilomètres pour venir à Paris et puis... pour le sortir le quotidien rouge, il nous faut le nerf de la guerre.



# presque 30 millions !

Dans le N°307 de Rouge, nous avons lancé un premier cri de victoire : le rendez-vous financier de juin avait dépassé nos espérances puisque plus de 12 millions anciens étaient arrivés dans les caisses du futur quotidien.

Et nous précisons en même temps qu'il ne fallait pas qu'il y ait de pause ; nous fixons un second rendez-vous pour fin septembre en demandant que l'on atteigne un chiffre supérieur à 30 millions anciens. Le chiffre était sans doute timide, mais nous tenions compte des vacances d'été et nous supposons qu'il y aurait un ralentissement.

Surprise ! Nous avons été pris en flagrant délit de pessimisme. La liste de souscription que nous publions dans ce premier numéro de rentrée fait ressortir que nous avons atteint 25 millions anciens ; et ce chiffre n'est pas le vrai.

En faisant les comptes, nous avons découvert qu'il y avait exactement 28,5 millions en caisse ! Notre seul problème a été de pouvoir tout dépouiller à temps pour ce numéro... et nous n'y sommes pas parvenus. Ce n'est donc que la semaine prochaine que nous pourrons donner des comptes exacts.

Donc, encore un cri de victoire. Et cette fois nous pouvons revoir en hausse nos prévisions d'investissements (voir pages 18 et 19) à condition que l'on atteigne pour la fin septembre un niveau supérieur à 40 millions anciens ou 400.000 francs nouveaux. La commission financière du quotidien va se réunir dès la semaine prochaine et répréciser les chiffres à atteindre pour le prochain rendez-vous financier. Il reste que ce qui a été dit dans le numéro 310 est toujours valable : il faudrait que l'argent rentre au rythme d'environ 8 ou 9 millions par semaine pour être tout à fait prêts le 5 janvier à publier le numéro UN du quotidien.

**SOLDE ANTERIEUR** ..... 220785,21

Diffuseurs Auxerre	231,00
H. B. lycéen Lille	70,00
C.Rouge Annapes (59)	100,00
Diffuseurs Lille	205,00
Paris 17° « Il faut un quotidien pour le socialisme que nous voulons »	10,00
A. C. et B. C. Sympathisants Rouen	300,00
Anonyme Paris	5,00
Une vieille dame de St Raphaël	50,00
T. J. Marseille 5°	100,00
F. G. Mulhouse	100,00
Santé Lyon	100,00
Câbles de Lyon à Lyon	10,00
Technicien CNRS Lyon	300,00
J. Lyon	1000,00
R. A. Corté (Corse)	30,00
Une lycéenne d'Albi	50,00
Un travailleur d'Albi	5,00
Une normalienne d'Albi	50,00
Un postier d'Albi	10,00
J. et M. de Lavaur	50,00
D. Albi	10,00
2 lycéens Carmaux	10,00
Une lycéenne d'Albi	15,00
J.P. M. Le Perreux	100,00
C.Rouge Montrouge	570,00
Un sympathisant Alstom St Ouen	15,00
Sympathisant St Ouen	40,00
Ecole Normale de Garches	50,00
Lycées Paris 16°	203,00
Equipement	30,00
D. Meudon la Forêt	200,00
Un travailleur des wagons-lits	1250,00
Fac Dauphine	400,00
G. Taupe Renault Billancourt	410,00
Diffuseurs Montrouge	200,00
G. A. Orsay	200,00
D. T. Levallois	20,00
E.G.F. Châton	210,00
G. Taupe Thomson Sartrouville	80,00
C.Rouge lycéens Sartrouville	160,00
P.T.T. Postaux Nord	110,00
P.T.T. Postaux Paris 8°	130,00
G. Taupe Postaux Paris 9°	100,00
G. Taupe Postaux Paris 10°	88,50
G. Taupe Imprimerie Paris 19°	260,00
Diffuseurs CNAV	20,00
Santé Nord	7,00
Un camarade immigré	6,00
L. G. Taupe INRA	50,00
C.G. Taupe INRA	50,00
G. Taupe Imprimerie	440,00
Sympathisant du 20°	500,00
Sympathisant GHB	30,00
Diffuseurs Immigrés 20°	20,00
Hôpitaux Paris Nord	27,00
Un soldat	10,00
S. B. Paris	40,00
V. P. Paris 11°	100,00
Librairie Rouge	450,00
Sympathisant Romainville	100,00
G. Taupe PTT St Lazare	250,00
C. Paris 17°	100,00
S. Sceaux	20,00
Sympathisant Rhône Poulenc Paris	50,00
B. P. J.	200,00
Diffuseurs Louviers	200,00
Anonyme	20,00
B. H. Issoire	50,00
Sympathisant Paris 13°	800,00
Diffuseurs Sorbonne	200,00
D. enseignant à Castres	100,00
M. travailleur à Castres	60,00
L. B. travailleur à Castres	40,00
Enseignante Castres	30,00
2 lycéennes Albi	20,00
Un couple de travailleurs Castres	50,00
Une lycéenne Albi	30,00
Une lycéenne Albi	10,00
2 travailleurs Albi	108,00
Un travailleur Mazamet	100,00
Collectes Castres	36,00
Etudiant CHU Pitié	100,00
Anonyme Vitry	250,00
B. A. Villepreux	50,00
F. S. Paris	100,00
Diffuseurs Toulon	2290,00
Un délégué C.F.D.T.	100,00
Hôpitaux Paris Nord	250,00

B. Levallois	500,00
P. S. Montreuil	60,00
J.P. G. Paris	100,00
J. J. Paris	100,00
P. T. Lagny	20,00
V. P. Paris 11°	200,00
G. L. enseignante Reims	150,00
L. P. Tohier à Reims	10,00
F. P. secrétaire Reims	10,00
Sympathisant Reims	50,00
J. Y. ouvrier Reims	100,00

Crédit Lyonnais	50,00
R.A.T.P.	410,00
C.T. Nancy	400,00
G.M. Nancy	200,00
Groupe Taupe Santé sociaux	
Le Havre	180,00
R.B. Grenoble	200,00
Librairie rouge	450,00
F.K. Paris	25,00
G.J. Rueil	40,00
S.P. Nancy	60,00
M. et Mme B.J.C.	20,00
D.C. Mt-St-Aignan	50,00
C.L. Amiens	20,00
M.D. Carrières/Seine	75,00
Diffuseurs Montpellier	270,00
Education Surveillée Yvelines	50,00

Sympathisant Paris 17°	150,00
L.G. Tarbes	50,00
Diffuseurs Saclay	567,50
Comité rouge 13°	590,00
Crédit Lyonnais 18°	137,00
P.T.T. Hauts-de-Seine	300,00
P.S. Montreuil	50,00
Comité rouge immigrés 19° 20°	200,00
Diffuseurs St-Denis	70,00
Jeumont-Schneider St-Denis	30,00
C.L. Besançon	50,00
Librairie Rouge	80,00
Y.L. Paris 10°	150,00
M.D. Evreux	100,00
Sympathisant St-Dizier	100,00
Sympathisante Nancy	400,00
J.J. Paris	500,00
Librairie Rouge	300,00
M.C. Paris	100,00

TOTAL ..... 250990,21



**SOUSCRIVEZ**

*chèques  
à l'ordre de  
P. Chenot.*

*10 impasse  
Guéméné,  
Paris 75004*